ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

11 mai 2009
9e année
Nº 18

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Qu'est-ce que la Bundeswehr va faire dans l'Hindou Kouch?

Discours tenu le 13 avril lors de la «marche de Pâques» Rhin-Ruhr 2009 à Dortmund

par Jürgen Rose

km. Le 29 avril dernier un soldat de la Bundeswehr a été tué lors d'une mission en Afghanistan. Après avoir qualifié l'attaque qui visait ce soldat et plusieurs autres de «lâche et sournoise», le ministre allemand des Affaires étrangères, Steinmeier s'est empressé d'ajouter: «Naturellement, ce genre de lâches embuscades ne met pas en question notre engagement en Afghanistan et au service de ce pays.»

Voilà le langage que tient le gouvernement fédéral allemand. On peut aussi avoir une autre approche. Il est de plus en plus net que des soldats allemands sont eux aussi sacrifiés à une politique douteuse de conquête et d'occupation. La majorité des Afghans souhaitent le départ des troupes étrangères. Ces troupes sont perçues comme celles de puissances d'occupation étrangères – et de fait c'est bien le cas.

Et le Pakistan, pays voisin, est peu à peu délibérément entraîné dans cette guerre par ces mêmes puissances.

Il n'y a rien de «naturel» à vouloir dominer et contrôler un pays étranger par l'entremise de troupes et cette intervention n'est pas «au service» de l'Afghanistan, sinon la proportion d'Afghans qui y sont opposés ne serait pas en constante progression.

On peut aussi se demander qui, en l'occurrence, est «lâche et sournois». Peut-être plutôt les puissances occupantes, qui font bombarder d'une hauteur où leurs avions sont inaccessibles des villages avec les hommes, femmes et enfants qui y vivent, ne leur laissant aucune chance de se défendre ni même de se mettre à l'abri.

Peut-être la déclaration de Steinmeier vise-t-elle à inciter la résistance afghane – qui, à ce qu'on sait, ne dispose pas d'armes lourdes – à engager une «bataille à découvert» avec les blindés et bombardiers des puissances occupantes. Comme dans la Première Guerre mondiale, où les mitrailleuses fauchèrent par milliers une cavalerie désuète. Voilà qui ne serait plus ni «lâche», ni «sournois» aux yeux du ministre allemand (SPD!). Quoi qu'il en soit: il est à nouveau temps de faire un tri idéologique, de clarifier les choses et d'en tirer les conséquences. Dans cette optique, le discours de Jürgen Rose à l'occasion de la «Marche de Pâques» 2009 offre une magnifique contribution.

Vous tous qui êtes là, hommes et femmes qui voulez la paix!

Je suis heureux de vous voir si nombreux ici aujourd'hui pour manifester en faveur de la paix dans le monde. Comme il convient, je crois, à de véritables démocrates, nous protestons librement et ouvertement contre la honte que représente pour l'Allemagne sa participation à une guerre étrangère, alors que l'Allemagne réunifiée avait fait à tous les peuples de la terre le serment solennel de ne plus jamais employer ses armes que pour sa défense. Traiter aussi cavalièrement les engagements internationaux ne montre que trop à quel point les prétendues élites de ce pays ont perdu tout sens du droit et de la légalité et abdiqué toute morale et toute dignité. Un signe et non des moindres de la tragédie que vit de nos jours la démocratie.

Plusieurs d'entre vous ne manqueront pas de se demander quelle contribution un soldat peut avoir à apporter à une marche de Pâques pour la paix; les soldats sont d'ordinaire perçus comme des exécuteurs d'ordres de guerre et en dernière instance tout simplement quelqu'un qui doit obéir sans trop réfléchir. De plus: un citoyen qui normalement porte l'uniforme a-t-il le droit de s'exprimer publiquement? Oui, si ce citoyen a ôté son uniforme, montrant ainsi qu'il ne représente que lui-même et son opinion personnelle et privée, comme je le fais en ce moment.

Marché afghan. Les hommes n'ont pas d'autres désirs que de vivre en paix. (photo eg)

On n'apprécie pas sans limites les militaires qui ont une conscience

En dépit de leur droit absolu à la liberté d'expression les soldats qui font preuve de courage au meilleur sens du terme en prenant position contre des abus dans l'armée et la politique de sécurité doivent s'attendre à de lourdes sanctions et à des ennuis personnels assez graves. Je voudrais évoquer à ce sujet le cas particulièrement douloureux d'un de mes camarades. Non, pas celui du major *Florian Pfaff,* qui s'était refusé à soutenir les violations du droit international imputables aux Anglo-américains contre l'Irak et ses habitants et qui en avait récolté une dégradation. Il a pourtant été réhabilité par le tribunal administratif de Leipzig. Et cependant la Bundeswehr se refuse toujours à le faire passer au grade de lieutenant, comme tous les officiers de sa promotion, parce qu'on n'apprécie pas sans limites les militaires qui ont une conscience. Lorsque deux instances successives de la justice bavaroise eurent prononcé la nullité de cette incroyable explication, ne croyez pas que le Ministère de la défense se soit incliné. Non, maintenant on attribue à Florian Pfaff «de graves défauts de caractère», parce qu'il a publié un livre, «Totschlag im Amt», où il dénonce la politique belliciste menée par le gouvernement fédéral, en violation du droit international et de la Constitution allemande.

Et si l'on agit ainsi, à l'heure actuelle, on n'a tout simplement pas un profil de haut gradé dans les forces armées allemandes.

La FIAS combat consciemment certaines populations civiles

Mais ce n'est pas de Florian Pfaff que je voulais parler, mais d'un de mes camarades à peu près inconnu qui a occupé de juillet 2006 à août 2008 la charge de «conseiller militaire et politique du gouvernement fédéral», donc d'attaché militaire, à Kaboul. Il s'agit du lieutenant *Jürgen Heiducoff.* Au printemps 2007, il avait adressé au ministre des Affaires étrangères un courrier interne où il critiquait violemment l'évolution désastreuse du conflit afghan. Selon Heiducoff, il serait «insupportable que nos troupes et la FIAS se soient mises à combattre consciemment certaines populations civiles afghanes, détruisant ainsi les germes de la société civile qu'on espérait voir naître. Des bombardiers et hélicoptères de combats occidentaux répandent l'effroi dans la population civile. Aux yeux des Pachtounes il ne peut s'agir que de terrorisme.» Plus loin il écrivait: «Cette violence armée disproportionnée est en train de nous faire perdre la confiance du peuple afghan.» De notoriété publique nous aurions affaire «à une violation du droit de la guerre». Le courrier mettait en garde contre une extension rampante du mandat de la *Force internationale d'assistance et de sécurité* (FIAS), contraire au droit international: «La force armée risque de devenir une fin en soi, sans lien avec ses directives politiques et juridiques.» Le conseiller militaire et politique critiquait également vivement la politique de communication des dirigeants de la FIAS. Selon Heiducoff, «on embellirait de façon inadmissible la situation militaire» aux yeux des politiciens et parlementaires et «même des généraux allemands atténueraient ou dissimuleraient leurs propres problèmes». Alors que «les demandes récurrentes de renforcement des troupes, la croissance des coûts de l'engagement militaire, du nombre des pertes militaires et des victimes civiles tiendraient un langage» révélant «l'inadaptation de la solution militaire aux problèmes intérieurs et extérieurs de l'Afghanistan et son échec inévitable». Voilà ce qu'a dit mon camarade Jürgen Heiducoff. Vous pouvez peut-être imaginer l'effet qu'a eu ce courrier: Heiducoff a été sanctionné par un renvoi au pays, «rapatrié» dans le langage officiel. La raison? En disant la vérité il avait ébranlé durablement la confiance de ses supérieurs.

Un bilan peu convaincant de l'engagement militaire de l'OTAN dans l'Hindou Kouch

Au vu de tout cela, son successeur y réfléchira sûrement à deux fois avant d'oser s'exprimer sur la guerre dans l'Hindou Kouch de façon ouverte et honnête, comme il convient à un citoyen d'un Etat démocratique et portant un uniforme. Et pourtant rien ne montre mieux la pertinence de l'analyse de Heiducoff que la dégradation constante de la sécurité en Afghanistan, en dépit de la «guerre contre le terrorisme» que l'OTAN y mène, parfois de manière disproportionnée et sans égard pour les victimes civiles. C'est ainsi qu'à la Conférence UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan) les Nations Unies ont tiré un bilan peu convaincant de l'engagement militaire de l'OTAN dans l'Hindou Kouch. Cette conférence avait siégé à Paris en juin 2008 pour statuer sur la mise en œuvre de l'«Afghanistan Compact», une décision prise à Londres. On y lit exactement: «La sécurité s'est notablement dégradée depuis le début de l'année 2006, notamment au Sud et à l'Est du pays; quelques districts sont toujours inaccessibles aux fonctionnaires et humanitaires afghans. Environ 6% des écoles ont été incendiées ou fermées, ce qui empêche la scolarisation d'environ 20 000 enfants (220 élèves ou enseignants ont été tués par fait de guerre). L'application de certains programmes, par exemple le «Programme de solidarité nationale», a dû l'an dernier être provisoirement interrompue dans plus de mille localités. L'insécurité augmente fortement le coût des interventions humanitaires et nombre de projets qui avaient obtenu des subventions ne peuvent être mis en œuvre ou du moins sont victimes de retards importants.»

Concrètement, les incidents liés à l'insécurité ont fait plus que doubler entre 2005 et 2006 et leur nombre a continué à croître en 2007, puis en 2008 (+34%). Désormais les forces internationales d'assistance et de sécurité, la FIAS, comptabilisent à elles seules plus de 250 «incidents» par semaine, soit plus de 12 000 par an: attentats à l'explosif, tirs de roquettes et accrochages avec la résistance afghane, et rien ne permet d'en prévoir la fin. En particulier le nombre d'attentats suicides, un phénomène encore inconnu en Afghanistan il y a peu, est en hausse.

La résistance afghane est le fait d'acteurs très divers, non seulement des légendaires (et démonisés) talibans. On aurait compté en 2006, selon les estimations de l'ONU, entre 1200 et 2200 «groupes armés illégaux» (IAG) regroupant au total 120 000 à 200 000 hommes et disposant de plus de 3,5 millions d'armes légères. Et selon celles du Groupe d'experts internationaux ICOS (International Council on Security and Development), ces groupes contrôlent désormais 72% du territoire afghan et sont présents dans 21% du reste. Le nombre d'attaques aériennes menées par l'OTAN renseigne parfaitement sur l'intensité de la guerre entre la guérilla afghane et les troupes d'occupation occidentales: entre 2006 et 2007 il est passé à de 1764 à 2764, soit 2,5 fois plus (!) qu'en Irak dans le même temps. Actuellement les avions de combat de l'OTAN livrent 70 à 80 attaques par jour.

Violences excessives contre des civils innocents

En dépit de ces frappes massives la guérilla cause de plus en plus de pertes parmi les troupes d'occupation étrangères dans l'Hindou Kouch. En septembre 2008 leur nombre s'est élevé à 950. Un porte-parole de l'OTAN commentait que les trois mois de l'été 2008 avaient été «les pires depuis 2001». Mais le nombre des soldats tués n'est pas le seul à atteindre des sommets; celui des civils tués en fait autant, et les soldats américains sont les premiers à se distinguer par des violences excessives contre des civils innocents. Le nombre total des victimes de guerre afghanes dans l'Hindou Kouch est évalué à 50 000. Mais c'est une information que ni l'OTAN ni le gouvernement allemand ne fournissent au grand public, officiellement parce qu'on ne veut pas se livrer à un «décompte des cadavres».

Suite page 2

Qui aidera les Allemands à retrouver leur dignité?

par Karl Müller

Le journal allemand «junge Welt» a publié le 29 avril un extrait du nouveau livre de celle qui fut politicienne des Verts, aujourd'hui publiciste indépendante, *Jutta Ditfurth*. Ce livre porte le titre «Zeit des Zorn» (Le temps de la colère) (ISBN 978-3-426-27504). L'extrait publié affronte vertement la situation actuelle de notre système économique et financier, le comparant aux idéaux d'alors du socialisme, mais aussi de la bourgeoisie libérale. Un extrait touchant les conquêtes sociales et par quelles circonstances elles ont été possibles. Et pourquoi, on ne les trouve plus aujourd'hui.

Mais c'est un affrontement amer, restant sans perspective – sauf quand elle écrit «une vie sans exploitation, ni discrimination, ni famine, ni guerre» et «une société reposant sur la solidarité et la justice sociale, sans exploitation ni domination des uns sur les autres, une société dans laquelle les décisions en ce qui concerne notre volonté de vivre et de travailler sont prises démocratiquement.

Et Jutta Ditfurth s'exclame: «c'est une vision audacieuse. Et nous devons nous occuper de tout.» – «Il faut des mesures plus énergiques que de simples piquets de protestation et des manifestations». Il faut «une révolution sociale».

Au début de son exposé, elle décrit une rencontre avec un chauffeur de car, qui avait dit: «Il est bien dommage qu'il n'y ait plus de révolution aujourd'hui» et le lecteur apprend que ce chauffeur a perdu sa maison du fait de la crise économique mondiale. Et «sa haine est sans mesure.»

Le 30 avril, *Annelie Buntenbach,* membre de la direction de la Confédération syndicale allemande, donc de l'institution faîtière de presque tous les syndicats allemands, a exprimé dans un article paru dans le quotidien allemand «Neues Deutschland» la conviction que la crise ne pouvait être surmontée que dans la solidarité et la justice, mais que c'était surtout le monde politique qui était impliqué: «Le monde politique tient les rênes en main».

Ce même jour, la publication «Frankfurter Rundschau» titrait: «Berlin, un véritable désastre». Le nouveau ministre de l'Economie allemand, *Karl-Theodor zu Guttenberg,* membre de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU) a présenté les dernières prévisions du gouvernement en matière de développement économique en Allemagne. Pour l'instant on s'attend à un recul du produit intérieur brut de 6% en 2009, ce qui représente en gros une perte de 140 milliards d'euros. Ce chiffre peut toutefois être dépassé, du fait que les exportations du pays représentent près de 50% de ce PIB. Pour l'instant ils ont diminué de 20%, 30%, voire plus.

On estime que jusque fin 2010 il y aura en moyenne annuelle environ 1,35 million de chômeurs en plus en Allemagne, soit 450 000 cette année et 900 000 l'année suivante. Le nombre total de chômeurs atteindra alors, en dépit des chiffres arrangés officiellement (tableau des valeurs constitutives de la projection du printemps 2009 commenté par le gouvernement), 4,6 millions de personnes.

On estime à 20 à 30 milliards de pertes fiscales par rapport aux prévisions pour 2009 – et en plus un endettement jamais atteint de 70 à 80 milliards d'euros rien que pour le budget fédéral.

Ce nonobstant, on continue de traiter ceux qui prévoient des révoltes de masse de mauvais esprits. Selon les esprits conformistes ce n'est pas même envisageable, surtout pas en Allemagne. La population est «raisonnable» et, de plus, la société connaît un marché social: «Ce sont des balivernes, incontestablement. Nous avons un Etat social qui prend en charge tout le monde. Nous avons un système politique soucieux de protéger les gens et que de tels accidents conjoncturels, qui s'étendent sur le monde entier, soient amortis. Cela n'a aucun sens de parler de crises qui défileraient; ce qui compte, c'est donner confiance aux gens. Il faut leur dire que le monde politique agit, qu'il s'efforce le mieux possible d'amener un changement.» (Interview d'*Alexander Dobrindt,* secrétaire général de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU) au «Deutschlandfunk» le 30 avril).

De son côté, Jutta Ditfurth s'exprime ainsi: «Les responsables politiques et le capital se doutent bien qu'il y a des vagues dans les têtes de centaines de milliers, voire de millions de gens. Mais ils ne savent pas vraiment l'ampleur de cette colère, étant trop éloignés de la population.»

Qui donc peut apporter son aide pour que les Allemands retrouvent leur dignité?

Comment procéder pour que les gens se retrouvent, ne serait-ce que pour des questions de nécessité quotidienne, pour éviter un renforcement de la polarisation, pour que les oppositions ne se durcissent, pour que le nombre de victimes de la crise ne monte. Que la confiance revienne, personne ne cachant sa pensée. Qu'on se sente compris et qu'on ait le sentiment d'être chez soi. Qu'un vrai dialogue s'installe, personne n'étant mis de côté. Que chacun soit informé honnêtement et entièrement, tout le monde cherchant des solutions favorables à la communauté – donc à tout un chacun.

C'est de grande nécessité – personne ne peut prétendre avoir la solution pour se sortir de ce cul-de-sac dans lequel nous avons été emmenés au cours des vingt dernières années.

Donc, qui s'engage à renforcer dans notre peuple la volonté de prendre pour chacune et chacun ses responsabilités envers la communauté, ne laissant pas à quelques-uns le pouvoir de décider de la voie à suivre? Une voie vers un pays vraiment libre, juste, démocratique, solidaire et pacifique.

S'agit-il vraiment d'un projet audacieux? Pas vraiment. C'est un projet humain, qui part de l'idée que chaque individu est capable de distinguer le bien du mal, de se déterminer pour le bien et agir dans ce sens. En fait, c'est tout simple. •

«Qu'est-ce que la Bundeswehr ...»
suite de la page 1

C'est ainsi que le gouvernement fédéral à répondu à une question posée au Bundestag le 19 juillet 2008: «Les détails des opérations menées par la FIAS sont soumis au secret militaire. Le gouvernement fédéral ne dispose pas sur le nombre des victimes civiles en Afghanistan de renseignements réclamant son intervention.»

Le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, *John Holmes*, s'est toutefois exprimé plus clairement le 9 juillet 2008 lors d'une session du Conseil de sécurité de l'ONU où il a déclaré: «Le conflit pèse de plus en plus lourd sur la population civile. Depuis que les opérations de combat se sont intensifiées le nombre des victimes du conflit (combattants compris) a augmenté». Holmes a particulièrement souligné le nombre élevé d'enfants tués ou blessés au cours des opérations ainsi que le grand nombre d'attaques contre des écoles. Selon les données de l'ONU au moins 2118 civils ont été tués en 2008, soit 40% de plus que l'année précédente. La moitié a été victime des troupes internationales ou de leurs alliés afghans. Les morts de civils innocents sont à imputer principalement aux frappes aériennes disproportionnées ou à des bombardements terrestres massifs.

Le 3 juillet 2008 par exemple, une frappe aérienne dans la province de Bamiyan a causé la mort de 22 civils, en blessant 8 autres. Deux jours plus tard trois civils ont péri dans une attaque aérienne de l'OTAN sur la province de Ghazni. Le 6 juillet 2008, des avions de combat de l'OTAN ont par erreur pris pour cible une noce au village de Ka Chona, dans la province de Nangarhar. 47 civils ont péri, dont 39 femmes et enfants. Après une attaque aérienne de l'OTAN contre le village afghan d'Asis Abad, dans la province d'Herat, le 21 août dernier, où selon le délégué de l'ONU *Kai Aide* et le Président *Hamid Karzaï* «89 civils innocents, principalement des femmes et des enfants» avaient péri, le député au Bundestag *Hans Christian Ströbele* a été amené à demander par écrit au gouvernement fédéral si «d'après tous ses informateurs [il pouvait] exclure que des renseignements fournis par des Tornados de la Bundeswehr […] aient été utilisés pour des frappes aériennes états-uniennes.»

Des soldats de la Bundeswehr ont tué un berger désarmé

Ströbele exigeait en outre du gouvernement qu'il dise clairement dans quelle mesure il était exact que «selon le chef de la police de la province de Badakhchan, des soldats de la Bundeswehr en Afghanistan auraient tué près de Faizabad un berger désarmé qui gardait son troupeau et que des formateurs allemands de la police afghane auraient abattu à travers les vitres de leur voiture, le 28 août 2008 près de Koundouz, une femme et deux enfants à un poste de contrôle, en violation des règles d'intervention qui n'autorisent à tirer que les policiers afghans, et en tout état de cause uniquement dans les pneus lorsqu'il s'agit de fuyards.» *Walter Kolbow,* expert du SPD en matière de défense, estime lui aussi dramatiques les conséquences de l'incident au point de contrôle. Selon ses propres mots: «Maintenant nous aussi faisons figure de criminels.»

Si la sécurité ne fait que se dégrader nettement en dépit de l'énorme effort militaire consenti depuis 2006, la situation humanitaire de larges pans de la population afghane ne s'est guère améliorée non plus, surtout dans les zones de combat au Sud et à l'Est du pays. On y constate de l'insécurité alimentaire, une malnutrition chronique, voire parfois des famines, un accès insuffisant à l'eau potable de qualité et un besoin urgent de soins médicaux. «Cinq bonnes années après le début de l'intervention états-unienne, l'Afghanistan est toujours l'un des pays les plus pauvres du monde; d'innombrables personnes y mènent une existence d'esclaves sous la coupe de seigneurs de la guerre ou de féodaux.» Selon les normes de l'ONU, l'Afghanistan est encore descendu au cours de ces dernières années dans la liste des statistiques de pauvreté, passant de la 173e place en 2004 à la 174e en 2007. Le revenu par tête atteint tout juste 355 dollars par an, et plus de 43% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Le premier exportateur mondial d'opium brut sous protection de l'OTAN

La proportion d'analphabètes de 80% est proprement catastrophique. Quant à la situation des femmes, elle ne s'est pas vraiment améliorée. 70 à 80% des femmes sont mariées de force, leur espérance de vie moyenne est de 44 ans, leur nombre moyen d'enfants est de 6,6 et la mortalité maternelle de 7%, et en outre la «mort par le feu», un suicide auquel recourent des épouses ne supportant plus leur très dure condition d'esclaves conjugales, constitue un effroyable problème. De plus l'intégration de réfugiés renvoyés de force de l'Iran et du Pakistan voisins, et particulièrement tributaires de l'aide humanitaire, pose des problèmes considérables. Parallèlement l'Afghanistan est devenu, sous la protection de l'OTAN, le premier exportateur mondial d'opium brut et d'héroïne, et la corruption est devenue un phénomène endémique: «Une classe supérieure parasitaire encaisse les milliards de l'aide occidentale pour se bâtir des palais somptueux, on parle de narcotecture afghane».

Le financement de la «mission impossible» dans l'Hindou Kouch apparaît totalement aberrant. Les Etats-Unis ont dépensé à eux seuls, depuis la chute du régime des Talibans en 2002, plus de 127 milliards de dollars pour la guerre en Afghanistan; en ce moment le Pentagone y injecte chaque jour 100 millions de dollars environ. En face, l'ensemble des pays donateurs verse chaque jour seulement 7 millions de dollars environ pour la «reconstruction». Résultat de cette grotesque disproportion: les Taliban sont plus forts et plus sûrs de l'emporter que jamais. En ce qui concerne l'Allemagne, l'engagement en Afghanistan coûtera, après le nouveau renforcement des troupes décidé à l'automne dernier, 688,1 millions d'euros pour la seule période en cours, soit 14 mois. En face, le Ministère des Affaires étrangères a déboursé depuis 2001 moins de 100 millions d'euros d'aide humanitaire. Le total des investissements prévus pour la période 2002–2010 s'élève à 1,1 milliard d'euros environ, ce qui ne représente même pas le coût de deux ans d'engagement militaire pour la Bundeswehr. Pour les années 2008 à 2010 les dépenses prévues excèdent les 420 millions d'euros.

Le gouvernement annonce fièrement qu'il va faire passer à 170 millions d'euros les fonds pour le développement de l'Afghanistan, mais cela ne représente qu'un quart environ des coûts de l'engagement militaire. Face à cette maigre performance en matière de reconstruction d'une part et au nombre exorbitant de victimes civiles de l'autre, on ne doit guère s'étonner que la population afghane perçoive de plus en plus les troupes étrangères présentes sur son sol comme des occupants, et de fait, si l'on considère les intérêts géostratégiques de la puissance dirigeante de l'OTAN, les USA, c'est bien ce qu'elles sont.

Le succès de l'OTAN en Afghanistan présente un intérêt stratégique pour l'Allemagne

Néanmoins, surtout d'un point de vue allemand, rien ne permet de déceler quelque chance de succès au plan politique et militaire pour l'aventure dans l'Hindou Kouch. *Lothar Rühl,* expert en politique de sécurité et atlantiste déclaré, a tenté en été 2007 de définir les intérêts stratégiques de l'Allemagne dans l'Hindou Kouch. Selon lui, premièrement, depuis 1949, «la raison d'Etat place les intérêts nationaux de l'Allemagne dans la sphère euro-atlantique». Une rupture avec les USA et l'OTAN serait en contradiction avec cette raison d'Etat. Et l'extension de l'engagement en Afghanistan «constitue aussi une compensation politique pour notre absence en Irak.»

Deuxièmement l'engagement en Afghanistan doit fournir la preuve de la crédibilité et de la solidité de la diplomatie allemande.

Troisièmement «l'Allemagne souhaite revenir sur le devant de la scène internationale et cela […] inclut l'engagement militaire.»

Quatrièmement «des capacités maritimes et la présence d'une flotte rapide en Méditerranée, dans la Mer d'Oman, le golfe Persique et l'océan Indien sont primordiales pour garantir la fluidité du commerce international et sécuriser l'approvisionnement énergétique, ce que les Etats de l'UE ne sont pas capables d'établir et de maintenir dans la durée à eux tout seuls. La sécurité maritime suppose la participation des USA et des forces armées maritimes états-uniennes dans le cadre de l'OTAN. Ces forces sont irremplaçables pour les Allemands. Et donc le succès de l'OTAN en Afghanistan et le maintien de l'alliance présentent un intérêt stratégique pour l'Allemagne […]».

Cinquièmement et pour finir, la situation en Afghanistan s'est à ce point détériorée depuis le début de l'intervention «que l'OTAN ne peut pas simplement tirer un trait et déguerpir, car elle laisserait une catastrophe derrière elle». C'est pourquoi il faut «plus de troupes terrestres afin de renforcer notre présence et notre engagement».

Les soldats allemands meurent au nom de notre alliance avec les USA

Lorsqu'on en arrive là, une conclusion s'impose: la mission dans l'Hindou Kouch est devenue la pierre de touche de l'alliance nord-atlantique, la «raison d'alliance» supplée à l'absence de politique de sécurité intelligente. Les soldats allemands meurent au nom de notre alliance avec les USA, du maintien de l'OTAN et du poids politique de l'Allemagne sur la scène internationale. Cette conclusion, déjà affligeante en elle-même, devient scandaleuse si l'on prend en compte les dessous géostratégiques et géoéconomiques dans l'Hindou Kouch. Là, nul besoin de spéculations hasardeuses, ils sont très clairs. *Zbigniev Brzezinski* en personne, l'ex-conseiller national pour la politique de sécurité aux USA, a déclaré sans ambages qu'il y va de l'hégémonie mondiale des USA, ni plus ni moins. Or cette hégémonie exige de dominer l'Eurasie, ou, selon les termes de Brzezinski,

Suite page 4

La notation des lycées par l'EPFZ vise-t-elle délibérément à bouleverser le secteur de l'éducation?

par Bernhard Kling, spécialiste des sciences de l'éducation

Le 16 janvier 2009, des titres à la une de nombreux quotidiens suisses annonçaient la publication par l'EPFZ d'un palmarès des lycées suisses de qualités visiblement très diverses. L'étude se fondait sur les résultats des titulaires de maturités lors de l'examen de sélection suivant la première année d'études à l'EPFZ. Cette notation de 61 collèges secondaires (collèges cantonaux et privés) eut l'effet d'une bombe. Elle provoque de l'irritation et de l'indignation non seulement dans les lycées concernés, mais dans l'ensemble de la Suisse. Qui profite de ce coup? Qu'a-t-on atteint ainsi?

L'établissement d'un palmarès a été ressentie avant tout comme une violation de l'éthique suisse tendant à se montrer solidaire pour atteindre une bonne qualité dans tous les collèges et pour respecter les particularités régionales. Sans avoir contribué auparavant à la formation démocratique de l'opinion, l'EPFZ a imposé aux lycées le principe de la rivalité, de la concurrence et de la comparaison des élites. Les lycées figurant au haut du classement ont récolté moult louanges, alors que d'autres, placés au milieu, voire en fin de peloton, ont été pris à court d'explications et se sont empressés de se justifier et d'annoncer des mesures rapides face aux parents, aux écoliers, aux politiciens et aux médias. L'EPFZ a essuyé directement de nombreuses protestations et le reproche de comparer des «pommes et des poires». Elle ne tiendrait compte ni des différences entre les conditions cadres, ni des conditions individuelles, ni de l'orientation des écoles. De plus, l'étude serait entachée de nombreuses autres fautes. L'EPFZ contesta avoir dressé une liste des collèges par rangs de qualité et souligna que l'étude n'avait tenu compte que des titulaires de maturité de tous les collèges qui voulaient étudier à l'EPFZ et ne se rapportait donc qu'à ceux-ci. Dix jours après la première publication, l'EPFZ a remis aux médias une version révisée de l'étude, concédant une série d'«erreurs». Questionnés sur la raison pour laquelle l'EPFZ a publié les résultats de cette manière – discréditée en Suisse –, les auteurs n'ont réagi qu'en relativisant l'importance de leur palmarès. Les critiques comme celles que la Conférence des directrices et directeurs de gymnases suisses a formulées le 30 janvier 2009 sous la forme d'arguments destinés à la discussion avec tous les collèges concernés n'ont pas suscité d'écho. La Conférence a souligné que, «de manière générale, des notations d'écoles exercent des effets négatifs sur le système d'éducation».

Beaucoup de gens doivent s'être demandés si la publication des notations constituait vraiment un lapsus de l'EPFZ. Ne s'attendait-elle vraiment pas aux réactions qu'elle a déclenchées? Si l'on se rappelle tout d'abord les objectifs et intentions stratégiques essentiels, en particulier leur rapport à l'évolution de l'éducation dans la Suisse de ces 15 dernières années, la situation devient un peu plus claire.

Depuis un certain temps déjà, l'EPFZ ne cache pas qu'elle s'efforce à tout prix de figurer parmi les dix meilleures universités du monde. Dans ce dessein, elle est soutenue notamment par le directeur de la fabrique à penser Avenir Suisse, *Thomas Held.* Celui-ci demande depuis longtemps que l'on élimine le tabou de l'«égalité des valeurs des diplômes des universités et hautes écoles spécialisées» et que l'on favorise – tenant compte du rôle de la Suisse dans la mondialisation – l'EPFZ et, le cas échéant, une ou deux autres universités, pour se manifester parmi l'élite mondiale. Dans ce cadre, les autres universités suisses seront marginalisées, processus élitaire et arrogant totalement contraire au fédéralisme suisse. L'EPFZ prend visiblement comme modèles les universités des élites américaines telles qu'Harvard, Stanford, MIT et Princeton, auxquelles des fondations alimentées par la haute finance des Etats-Unis mettent des milliards à disposition et qui peuvent donc sélectionner leurs étudiants parmi les meilleurs du monde.

Compte tenu des efforts faits visiblement à l'EPFZ en faveur d'une orientation élitaire et d'une liaison de l'université avec la haute finance, il ne faut plus s'étonner qu'une «attaque» contre l'idéal suisse de l'éducation à valeurs égales soit lancée par cette institution sous la forme d'une liste des rangs des lycées. L'aiguillon placé dans la chair des collèges et qui consiste à les faire rivaliser pour un placement avantageux dans la hiérarchie de la qualité a été utilisé de manière magistrale et n'a pas manqué son effet perturbateur. Opérer de façon aussi abjecte dans ce secteur sensible de la société est perçu comme agissements méprisables et n'était connu jusqu'alors qu'aux Etats-Unis, où la notation systématique va de pair avec la stimulation du marché privé de l'éducation au détriment des écoles publiques. Les fonds à disposition évitent ce secteur pour se déverser pratiquement tous dans certaines écoles privées.

Tendances néo-libérales dans l'ensemble du secteur suisse de l'éducation

L'EPFZ n'est pas la seule à suivre cette orientation. Depuis le début/le milieu des années 90, on peut observer des efforts néo-libéraux vigoureux dans le monde entier, dans les établissements d'éducation comme dans d'autres institutions des services publics: introduction graduelle des principes de l'économie de marché allant jusqu'à la privatisation de toujours davantage de biens ou d'institutions tels que la poste, les transports et l'élimination des déchets, l'eau, le courant électrique et tous les autres produits énergétiques ainsi que les hôpitaux; à l'école publique du canton de Zurich, qui a joué un rôle de pionnier à cet égard, cela s'est passé à l'époque d'*Ernst Buschor,* chef du département de l'instruction publique et «réformateur», qui avait auparavant, en tant que chef du département de la santé, prescrit aux hôpitaux une cure radicale d'économie de marché. Les écoles se sont vues imposer une nouvelle orientation économique. Dès lors, elles doivent «bien se vendre» comme les entreprises, se manifester à côté de leurs pairs avec un «profil engageant» et un logo original, prouver par des évaluations interne et externe que leur développement correspond aux objectifs de politique scolaire dictés. Elles doivent satisfaire leurs «clientèles» de parents et d'élèves. A long terme, il est prévu que, sur le «plan opérationnel», elles devront se contenter d'un «budget global», indépendamment de leurs particularités régionales et locales. Des théoriciens de la politique de l'éducation considèrent même ce développement comme un «changement de paradigme», la pensée traditionnelle de droit public étant remplacée dans l'éducation par une pensée économique. En d'autres termes, les écoles ne doivent plus, en premier lieu, réaliser leur tâche démocratique, qui est d'assurer à tous les enfants et adolescents, quelle que soit leur origine, une bonne formation au sens de la justice sociale. Dans la nouvelle orientation, les points de vue d'économie de marché jouent un rôle prépondérant dans les écoles. Cette évolution coïncide, à tous les échelons (commune, canton, Confédération), avec la réduction du contrôle démocratique dans le secteur de l'éducation, les organes subsidiaires ou fédératifs étant remplacés par des structures centralistes.

La *réforme dite de Bologne* – traité visant à unifier les hautes écoles européennes signé en Suisse sans consultation de la population (ni information, ni discussion) – a modifié de la même manière l'orientation initiale de l'apprentissage et de la recherche basée sur l'intérêt et le bien de l'opinion publique et l'a transformée en une orientation économique à cycles d'études strictement définis. S'y ajoute la liaison expresse de la recherche aux intérêts économiques, par quoi la liberté de la recherche a été abandonnée. Aujourd'hui, la science peut donc être accaparée par toutes sortes d'intérêts économiques et d'objectifs inhérents au pouvoir.

Pour la Suisse comme pour d'autres pays, le large cadre politique de ces développements est constitué par les traités contractés en 1995 à titre de membre de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC). Le but déclaré de l'OMC est de libéraliser le commerce du monde entier, c'est-à-dire de priver la population toujours davantage de son droit démocratique à déterminer le destin de sa propre économie afin que le «libre jeu» des puissances financières mondialisées puisse déterminer toutes les évolutions sans réglementation limitant cette liberté. La «crise économique» actuelle montre bien où mènent de telles tentatives et que le «libre jeu» est uniquement dicté et manipulé par des centres de pouvoir de la scène économique mondiale. Les services publics, dont les écoles font partie, sont aussi la cible de la libéralisation encouragée par l'OMC dans le cadre des traités AGCS (*accords généraux sur le commerce et les services*), dont le contenu se limite expressément au commerce de services.

Comme l'écrivait l'Office fédéral de la formation et de la science dans son bulletin d'information NEWS BBW d'avril 2003, «la Suisse fait partie des Etats qui ont contracté par les AGCS les obligations les plus étendues en matière de services dans le secteur de l'éducation». Cela ne signifie rien d'autre que la Suisse – sans processus de formation démocratique d'opinion et sans consultation populaire, rappelons-le – a contracté l'obligation de placer à long terme ses institutions d'éducation sur le marché, c'est-à-dire de les vendre à court ou à long terme à des groupes privés opérant sur le plan international.

Friedmann: «Seule une crise aboutit à un changement véritable […]»

Si l'on considère que des processus néo-libéraux marqués ont déjà prospéré en Suisse, la notation subite des lycées, à grands effets médiatiques, ne paraît plus si exotique. Dans ses dimensions stratégiques, l'action concrète de l'EPFZ n'est compréhensible toutefois que si l'on tient compte des conseils du père des stratégies néo-libérales, *Milton Friedman*. Cet économiste, qui a remporté de nombreux prix et parmi les élèves de qui figurent plusieurs présidents des Etats-Unis, des Premiers ministres britanniques, des oligarches russes, des ministres des finances polonais, des secrétaires du Parti communiste chinois, des directeurs du Fonds monétaire international et les trois derniers chefs de l'institut d'émission des Etats-Unis, attribuait une place de choix à la privatisation du secteur de l'éducation dans le calendrier mondial du néo-libéralisme. Après avoir accumulé les expériences stratégiques dans de nombreux pays – commençant en 1973 par la vente radicale, à l'époque du dictateur *Pinochet*, de l'économie chilienne contrôlée par l'Etat – Friedman en avait tiré des conclusions des plus bizarres. A son avis, des décisions néo-libérales radicales ne peuvent être réalisées que si la population se trouve dans une sorte d'état de choc à la suite d'une crise ou d'une autre catastrophe et ne remarque pas tout à fait ce qui se passe. Friedman estime, par conséquence, que les changements correspondants doivent être effectués aussi vite que possible, avant que la population ne prenne conscience de toute la portée des mesures et ne s'y oppose éventuellement.

Conformément à sa stratégie, Friedman a écrit dans le *Wall Street Journal* à l'occasion de l'inondation de la Nouvelle-Orléans provoquée par l'ouragan Katrina en décembre 2005, un an avant sa mort, à propos des écoles de la Nouvelle-Orléans détruites et des enfants disséminés dans le pays: «C'est une tragédie. Et, simultanément, l'occasion de réformer radicalement le secteur de l'éducation.» Friedman justifia son dessein en soulignant la qualité misérable des écoles de la Nouvelle-Orléans, qui sont exclusivement des écoles publiques. La concurrence axée sur le marché – que la chance actuelle d'une réforme radicale doit établir – fait encore défaut. Les fonds mis à disposition pour la reconstruction devraient être placés dans les écoles privées et dans la distribution de chèques-éducation (vouchers) aux parents, mesure qu'il a recommandée pour effectuer une «réforme permanente». Friedman refusait les aspects sociaux, telle la fréquentation gratuite de l'école par le grand nombre d'enfants aux faibles moyens domiciliés à la Nouvelle-Orléans, considérée comme une atteinte injustifiée de l'Etat, et protestait contre la résistance certaine des syndicats d'enseignants et des autorités scolaires. Le gouvernement *Bush* a suivi sa proposition et soutenu par de larges sommes l'établissement d'écoles privées, si bien que l'école publique a été remplacée presque complètement par des écoles privées en l'espace de presque une année. Tous les enseignants faisant partie d'un syndicat ont été congédiés, de sorte que l'Etat assume la seule tâche que lui attribue l'idéologie néo-libérale: protéger l'établissement du marché et de ses investisseurs et s'abstenir de toute intervention dans les questions de justice sociale. Les enseignants et parents indignés ont parlé d'une «expropriation pédagogique». Tel est aussi le titre d'un article de l'organisation d'enseignants *Rethinking Schools,* qui lutte depuis 20 ans pour l'amélioration de l'école publique. Les auteurs y écrivent à propos de la raison pour laquelle une telle action radicale s'est avérée possible précisément à la Nouvelle-Orléans: «Il n'est pas surprenant que la privatisation d'écoles la plus radicale de l'histoire américaine récente doive avoir lieu à la Nouvelle-Orléans. Avant Katrina, le système d'école publique était à raison de 96% afro-américain, dans une ville dont le taux de pauvreté atteignait le double de la moyenne nationale et dont le taux de mortalité des enfants noirs correspondait à celui de Sri Lanka. Avec qui peut-on faire plus aisément des expériences?»

En règle générale, de telles réformes radicales sont difficiles à réaliser en Suisse, dont la population est habituée à bien réfléchir aux conséquences de décisions politiques, à décider en toute indépendance et à ne se laisser imposer aucune opinion. Néanmoins, la tempête historique qui s'est déchaînée démontre que l'évolution silencieuse vers le néo-libéralisme a déjà beaucoup progressé. Dans les lycées suisses, la dernière grande évaluation nationale, *Evamar*, ne reflète aucune crise, contrairement à ce que suggère la notation de l'EPFZ à propos de la qualité des lycées; au contraire, cet examen national établit un bilan total positif du système actuel de maturité. La notation de l'EPFZ apparaît d'autant plus comme un moyen visant à susciter des troubles, qui a ébranlé durablement le principe de solidarité et de coopération entre les institutions, les régions, les degrés d'éducation et les cercles d'enseignants œuvrant pour une couverture des besoins scolaires de haute valeur et se rapportant à toute la population.

La fermeté avec laquelle diverses directions de collèges se sont opposées à la notation de l'EPFZ est d'autant plus réjouissante. Dans une interview accordée au «Tages-Anzeiger» du 20 janvier, *Regina Aeppli*, cheffe du département de l'instruction publique du canton de Zurich a critiqué la démarche de l'EPFZ. A son avis, il était tout à fait prévisible que l'opinion publique considérerait l'étude comme une liste de rangs totalement étrangère à la mission d'éducation des lycées. Pour mesurer correctement les dimensions politiques de cette démarche délibérée, il faut toutefois avoir à l'esprit la grande ligne stratégique qui les rend plausible. Les bouleversements essentiels de notre Etat – nous en vivons assez ces temps-ci à divers niveaux – doivent nous faire nous demander de quoi il s'agit réellement. Cette vigilance doit empêcher que des protagonistes néo-libéraux parviennent, par l'exploitation d'une incertitude provoquée, à imposer des mesures indésirables sans passer par la société civile. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Vol de terres agricoles au détriment du tiers-monde

La situation à Madagascar

Depuis quelque temps, des grands groupes achètent et louent, également au nom de gouvernements nationaux, des terres aux superficies considérables des pays du tiers-monde pour y pratiquer une agriculture industrielle. Les récoltes sont exportées vers les pays commanditaires. Or la population des pays où ces terres sont cultivées souffrent de la faim. Maintenant on parle ouvertement de turbo-colonialisme ou de néocolonialisme. Cette pratique est en contradiction avec les résultats scientifiques de l'«Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement» (IAASTD) établie par le Conseil mondial de l'agriculture à la demande des Nations Unies. Seule une agriculture régionale, durable et diversifiée peut approvisionner le monde entier. Les velléités néocolonialistes qui se sont manifestées dernièrement sont à l'opposé d'une solution objective et humaine du problème alimentaire et engendreront inévitablement des conflits.

rl. Fin 2008, on apprenait par les médias qu'il y avait un «conflit» entre le président du gouvernement malgache d'alors, *Marc Ravalomanana,* et le maire de la capitale Antananarivo *Andry Rajoelina*.

Ravalomanana a été renversé avec l'aide de l'armée. Rajoelina est devenu le nouveau président de Madagascar. Les dessous de ce putsch ne sont toujours pas connus. La situation économique et politique de l'île s'est détériorée très rapidement ces derniers temps. La mise au point des grands programmes d'aide a sans doute joué un rôle important. Depuis la mi-avril, la grande organisation humanitaire *Care* alerte sur une grave catastrophe humanitaire qui se préparerait à Madagascar. Outre ces troubles politiques, l'île a été frappée par deux grands ouragans tropicaux. De plus, le Sud souffre d'une grande sécheresse. Ces trois catastrophes ont augmenté le nombre des personnes souffrant de la faim. Selon les indications du gouvernement, 150 000 hommes seraient victimes de ces crises. Actuellement, 14% de la population serait sous-alimentée.

Contrats immoraux

Peu après son avènement, le nouveau président Rajoelina a promis d'examiner tous les contrats conclus par ses prédécesseurs. Est concerné en premier lieu un contrat de fermage portant sur 1,3 million d'hectares d'excellentes terres arables conclu avec la firme sud-coréenne *Daewoo Logistic.* Les autres contrats internationaux concernent l'extraction de nickel, de cobalt, de titane, d'or, de charbon, de platine et d'uranium par des groupes du Canada, d'Australie, d'Afrique du Sud et de Grande-Bretagne. On connaît les détails des contrats conclus avec *Daewoo Logistics.* 1,3 million d'hectares d'excellentes terres arables ont été loués sans intérêts pour une durée de 99 ans (en comparaison, la Suisse dispose de 4,1 millions de terres arables). En contrepartie, *Daewoo* a offert d'embaucher des travailleurs agricoles non qualifiés sur les champs prévus pour la culture du maïs et de l'huile de palme qui doivent être exportés vers la Corée du Sud. Ces deux produits servent de nourriture ou d'agrocarburant. Quand on songe que Madagascar possède 2,5 millions d'hectares de terres arables, on s'aperçoit que la moitié du pays est louée à une firme étrangère. Madagascar est un pays très pauvre. C'est pourquoi ce traité est considéré non seulement comme contestable mais comme immoral. La société sud-coréenne a annoncé récemment son retrait, déclarant qu'elle cherchait «un climat plus favorable aux investissements dans l'agrobusiness» (cf. *www.ntv.de* du 14 avril).

Tout comme la République du Congo, Madagascar possède de gigantesques gisements de matières premières ainsi qu'une flore et une faune riches. L'île a été entravée dans son développement par les intérêts coloniaux. Jusqu'en 1896, le pays était un royaume autonome qui possédait une riche culture et une longue histoire. Il a résisté longtemps aux puissances coloniales, mais à la suite du Congrès de Berlin (1896), le pays a été occupé par l'armée française et a été déclaré protectorat. Même après son indépendance, il a été exposé à l'avidité des sociétés occidentales. Jusqu'à son changement de régime, Madagascar était considéré comme un pays «modèle» du tiers-monde. Les institutions-clés de la coopération multilatérale étaient la Banque mondiale, le PNUD, l'UE et l'USAID.

Ces organisations ont élaboré le *Madagascar Action Plan* 2007–2012 en collaboration avec le gouvernement. On a fait la cour aux «investisseurs» étrangers. Les projets comme celui de *Daewoo Logistics* y étaient-ils inclus?

Développement au détriment des petits paysans

D'autres gouvernements ont conclu des contrats similaires à celui signé entre l'ancien gouvernement de Madagascar et *Daewoo Logistics.* Selon une étude de l'ONG *Grain* (*www.grain.org/landgrab*), de plus en plus d'Etats essaient d'assurer leur approvisionnement en denrées alimentaires et en carburant et de trouver de nouveaux projets grâce à l'achat ou au fermage de terres agricoles. Ce qui a déclenché ce processus, c'est l'explosion des prix de l'alimentation et des carburants en 2008.

Ce développement est contraire à une politique agricole raisonnable au plan mondial, comme le souligne l'IAASTD. Au lieu d'encourager les petits paysans, on les expulse de leurs terres ancestrales pour promouvoir l'agriculture industrielle aux mains des grands groupes. On détruit tout: les connaissances régionales sur les plantes indigènes et les méthodes de culture, la culture paysanne. Au Pakistan, par exemple, on a fait état de 2,7 millions d'hectares propres à l'agriculture industrielle. Si les projets du gouvernement se réalisent, il faudra s'attendre à l'expulsion de 25 000 paysans (cf. Klaus Pedersen, *Junge Welt* du 28 avril).

Des vols de terres dans le monde entier

Le *Middle East Foodstuff Consortium*, qui regroupe 15 investisseurs d'Arabie saoudite sous la direction du *Bin Ladin Group*, a été chargé par le gouvernement saoudite de résoudre à long terme les problèmes d'approvisionnement par l'exploitation de terres étrangères. *Morgan Stanley* a récemment acheté 40 000 hectares en Ukraine. *Hyundai Heavy Industries* a loué 50 000 hectares dans l'Est de la Russie. D'énormes superficies ont notamment été vendues ou louées en Indonésie, au Soudan, au Myanmar, au Laos, au Zimbabwe et au Pakistan. La plupart du temps, on négocie des contrats bilatéraux avec les gouvernements, on supprime d'éventuelles restrictions à l'exportation des produits alimentaires, on se met d'accord sur la reprise future de l'affaire par des sociétés privées et on garantit la longue durée des contrats. Le fait que l'on négocie avec des régimes corrompus est plutôt la règle que l'exception.

Un exemple nous servira à montrer l'absurdité de cette évolution. En 2007, le Soudan a reçu des Etats-Unis 283 000 tonnes de millet à titre d'aide au Darfour. En même temps, le pays a exporté la même quantité de blé. En 2008, il en a même exporté le double. Ces exportations provenaient essentiellement des terres louées à l'Arabie saoudite (plus de 10 000 hectares) et aux Emirats arabes unis (378 000 hectares) (cf. *Süddeutsche Zeitung* du 1er avril).

Mise en œuvre du Rapport de l'IAASTD

Aujourd'hui déjà, les pays en développement seraient en mesure d'assurer leur subsistance et ils pourraient sans difficultés fournir des produits alimentaires aux pays industrialisés. A lui seul, le Congo pourrait fournir toute l'Europe. Grâce aux revenus du commerce des produits alimentaires et des matières premières, ces pays pourraient se développer et contribuer à l'essor du commerce mondial.

Le Rapport du Conseil mondial de l'agriculture (IAASTD), projet mondial élaboré à la demande des Nations Unies par 400 spécialistes de l'agriculture, parvient à la conclusion sans ambiguïté qu'une solution durable du problème de la faim dans le monde qui tient compte aussi bien des problèmes climatiques que de la destruction de l'environnement ne peut être résolu que grâce à une agriculture multifonctionnelle, régionale et portant sur des petites surfaces (cf. *Horizons et débats* nº 44 du 3/11/08 et nº 17 du 4/5/09).

Un développement intelligent ne peut s'effectuer que si les pays riches collaborent avec les pays pauvres. Tous les hommes ont le droit de jouir de la prospérité dans l'égalité. •

«Qu'est-ce que la Bundeswehr ...»
suite de la page 2

«l'échiquier eurasiatique». Les intérêts géostratégiques des USA comportent l'encerclement de l'Iran, «Etat voyou», le contrôle et la mise sous influence des républiques d'Asie centrale, «les Balkans eurasiens», l'isolement de la Russie et la contention de la super-puissance montante, la Chine. D'un point de vue géoéconomique l'accès aux ressources énergétiques et aux matières premières eurasiennes ainsi que le contrôle de leurs voies de transport est indispensable à «l'Empire». En ce sens les USA ont besoin de la guerre en Afghanistan, selon Brzezinski élément constitutif des «Balkans eurasiens», parce que cette guerre est la seule à pouvoir justifier le stationnement de troupes américaines dans cette région, qui, selon Brzezinski, est le «front d'Asie centrale».

Bush – Obama: la continuité?

Dans cette optique, les USA pratiquent une politique trompeuse, qui consiste à attiser secrètement la guerre dans l'Hindou Kouch, pour pouvoir ensuite l'intensifier ouvertement. Concrètement, les services secrets managent le terrorisme, comme l'écrit *Christoph R. Hörstel,* expert pour l'Afghanistan: «Non seulement la CIA sait parfaitement que les services secrets pakistanais (ISI) soutiennent les talibans, mais elle les y encourage. C'est du reste ce que croient les Afghans: les USA soutiennent leurs ennemis, pour pouvoir rester.» C'est la réalité glacée de ces calculs géostratégiques et économiques qui détermine le déroulement du conflit afghan, et non le conte que l'on nous fait de la reconstruction et du développement et de leurs philanthropiques motivations. Et fatalement ce sont les USA qui décident au sein de l'Alliance atlantique et donc fixent ce que doit faire la FIAS, et non leurs dociles «vassaux européens tenus de payer tribut», comme aime à dire Brzezinski. Or c'est ce même Zbigniev Brzezinski qui est désormais le conseiller chargé des Affaires étrangères et de la sécurité de *Barack Hussein Obama,* le messie médiatique. Faut-il donc s'étonner si le nouveau Président des USA veut envoyer en Afghanistan plus de 20 000 soldats supplémentaires et déclare publiquement vouloir encore intensifier la guerre dévastatrice qui se déroule dans l'Hindou Kouch et l'étendre au Pakistan voisin, un pays de 170 millions d'habitants?

Car c'est là que réside la véritable nouveauté de la nouvelle stratégie afghane, si médiatiquement annoncée par Obama et l'OTAN. Au lieu de stopper enfin le carnage qui ensanglante l'Afghanistan depuis huit ans déjà, on va entamer une nouvelle guerre, avec le Pakistan. Les conséquences de cette folie – la déstabilisation d'un pays déjà politiquement fragile et de surcroît détenteur de l'arme nucléaire – semblent incalculables. Mais pour le Président Obama cette guerre est «la bonne», elle est «juste», et il faut la gagner. Il est instructif de lire dans *Die Zeit,* l'hebdomadaire hambourgeois jusqu'ici nullement suspect d'antiaméricanisme, le commentaire suivant: Bush et Obama: la continuité?

De plus en plus la lutte antiterroriste en Afghanistan prend les traits d'un conflit colonial classique dirigé contre le combat du peuple pachtoune pour sa libération. Les procédés barbares de l'armée états-unienne et des unités combattantes des services secrets constituent un terreau particulièrement favorable aux adversaires de demain: «Quand la seule chance offerte aux hommes, dans un village, c'est de se battre, ils font ce qu'ils ont fait depuis des siècles: ils se battent. Et c'est ainsi que la guerre renaît sans cesse.» On ignore, en agissant ainsi, cette constatation d'un cynique entre les cyniques, *Henry Kissinger,* après le désastre vietnamien: «Pour une armée, ne pas gagner, c'est perdre, pour une guérilla, ne pas perdre, c'est gagner.» Cela témoigne avec acuité de la stupidité sans fond du slogan officiel du gouvernement, «dans l'Hindou Kouch, nos troupes défendent l'Allemagne.»

Abandonner un combat perdu contre une guérilla serait s'en prendre à un tabou

Les contradictions entre l'agenda officiel et l'agenda secret deviennent sans cesse plus évidentes. Mais si les politiques continuent à se mentir à eux-mêmes et à leurs électeurs, les militaires sont plus clairs sous ce rapport. Par exemple, un inspecteur aux armées en exercice, *Hans-Otto Budde,* reconnaissait: «Même si un jour nous pouvons dire que les combats en Afghanistan ou ailleurs, sont terminés, la lutte antiterroriste durera éternellement. […] Nous sommes assez forts et […] nous gagnerons la guerre contre cet ennemi.» Face à une telle obstination et à une situation complètement bouchée, la question du sens de la présence militaire allemande dans l'Hindou Kouch se pose avec de plus en plus d'acuité. Mais ce serait s'en prendre à un tabou que d'abandonner un combat contre une guérilla, que toute expertise militaire donne perdu. Jusqu'à nouvel ordre on peut donc continuer avec l'aide de l'Allemagne, à crever et à assassiner dans le lointain Hindou Kouch.

Les grandes puissances européennes et les USA ont toujours été les agresseurs

Ce n'est pas la guerre qui peut apporter la paix, mais la justice et elle seule. Détournons-nous enfin du vieux dicton romain et adoptons la devise: «Si tu veux la paix, prépare la paix!» Ce combat pour la paix doit gagner les esprits et les cœurs des habitants des pays musulmans, et il est en revanche impensable de triompher avec des bombes et des roquettes. Chaque bombe larguée sur l'Afghanistan ne fait qu'accroître incommensurablement la haine du monde musulman à l'égard de l'Occident. *Jürgen Todenhöfer* montre clairement, dans son ouvrage récemment publié «Pourquoi tuer, Zaïde?» l'hypocrisie et parallèlement le mépris de l'être humain qui caractérisent les guerres menées par l'Occident contre les peuples musulmans. Cet auteur, qui ne s'est en rien fait connaître comme «ultragauchiste combattant sur les barricades» y note: «Au cours des deux derniers siècles, aucun pays musulman n'a jamais agressé l'Occident. Les grandes puissances européennes et les USA ont toujours été les agresseurs et non les agressés. Depuis le début de la colonisation des millions de civils arabes ont été tués. Au triste jeu de la mort donnée, l'Occident mène par bien plus de 10 à 1. Le débat actuel autour de la violence du monde musulman distord complètement les faits historiques. L'Occident a été et reste beaucoup plus violent que l'Islam. Ce n'est pas la violence des musulmans, mais celle de certains pays occidentaux qui constitue le problème central de notre temps.»

Une amabilité grandiose et une confondante hospitalité

Comme Jürgen Tödenhöfer j'ai vu de mes propres yeux des camps de réfugiés afghans en Iran et au Pakistan, la misère des camps au Liban du Sud et l'indescriptible pauvreté des gens au Soudan et ailleurs dans le monde musulman. On peut en tirer au moins une conclusion: ces gens-là vivent l'enfer, où naissent les jeunes hommes en colère animés d'un seul désir: que leur enfer soit désormais le nôtre. Mais parallèlement j'ai rencontré au cours de mes nombreux voyages au Proche et Moyen Orient des dizaines de gens qui en dépit de leur pauvreté m'ont reçu, moi le «riche Allemand», avec une amabilité grandiose et offert une confondante hospitalité. Il est temps de leur rendre un peu la monnaie de leur pièce, même si ce n'est qu'un peu de solidarité, et la certitude que non, cette guerre n'est pas ma guerre, ni la nôtre!» •

(Traduit par *Michèle Mialane, www.tlaxcala.es* et révisé par *Horizons et débats)*

Robo de tierras a costas del tercer mundo

¿Qué ocurre en Madagascar?

Desde hace ya tiempo, grandes consorcios comisionados por sus gobiernos nacionales, compran y arriendan enormes extensiones de tierra en los países del tercer mundo, para realizar allí explotación agrícola industrial. La cosecha se exporta a los países mandantes y la población de los países donde se produce, sufre hambre. Entre tanto, se habla abiertamente de un «neocolonialismo» o «turbocolonialismo». Opuesto a ésto está el resultado científico del informe IAASTD del consejo agrario mundial, hecho por encargo de las Naciones Unidas: Sólo una agricultura de explotación regional, persistente y variada está en condiciones de proveer con productos alimentarios a toda la población en el mundo, también en el futuro. El afán colonialista del último tiempo es contrario a una solución competente y humanamente justa del problema de la alimentación, y provoca necesariamente conflictos.

rl. A fines de 2008, los medios informaron sobre un «litigio» en Madagascar entre el presidente de entonces *Marc Ravalomanana* y el antiguo alcalde de la capital Antananarivo, *Andry Rajoelina*. Con la ayuda de los militares, Ravalomanana fue destituído en marzo de 2009; Rajoelina devino el nuevo presidente de Madagascar. Los entretelones políticos del golpe no son conocidos hasta ahora. La situación política y económica en Madagascar ha empeorado drásticamente en las últimas semanas. Un motivo importante podría ser el cese de los programas internacionales de ayuda.

Desde mediados de abril, la organización internacional de ayuda *Care* advierte sobre una inminente catástrofe humanitaria en Madagascar. Además de los disturbios políticos, el país fue atacado por tres ciclones tropicales y el sur sufre una fuerte sequía. Las tres catástrofes han producido un aumento enorme del número de personas que sufren hambre. Según datos del gobierno de Madagascar, 150 000 sufrían bajo las crisis; entre tanto el 14% de la población está desnutrida (ver «Kleine Zeitung» del 23 de abril).

Contratos inmorales

Poco después de la toma de mando, el 28 de marzo, Andry Rajoelina prometió revisar todos los contratos internacionales que cerró el gobierno anterior. En primer lugar, un contrato con el consorcio sudcoreano *Daewoo Logistics* para el arrendamiento de 1,3 millones de hectáreas de buena tierra de cultivo.

Otros contratos internacionales se realizaron para la explotación de níquel, cobalto, titano, oro, carbón, platino y uranio con consorcios de Gran Bretaña, Canadá, Australia y Sud África. A su vez se dieron a conocer detalles del contrato de arrendamiento con *Daewoo Logistics*: 1,3 millones de hectáreas de la mejor tierra de cultivo serían arredandas por 99 años sin un pago de intereses (superficie de Suiza: 4,1 millones de hectáreas). Como contrapartida, *Daewoo Logistics* ofreció emplear campesinos sin experiencia para el cultivo de maíz y aceite de palmera. Maíz y aceite de palmera son exportados a Sudcorea sea como productos alimentarios o agrocombustible. Si se considera que Madagascar cuenta con 2,5 millones de hectáreas de tierra laborable, quiere decir que más de la mitad de las tierras de esa enorme isla estaría arrendada. Madagascar es considerado como país muy pobre. Por eso, ese contrato no sólo es dudoso sino simplemente inmoral. Entre tanto, el consorcio ha anunciado su retiro: éste buscaría un «clima mejor para inversiones en el negocio del agro» (ver *www.ntv.de* del 14 de abril).

Al igual que la República Democrática del Congo, Madagascar cuenta con grandes yacimientos de materias primas y una abundante flora y fauna. También en Madagascar, intereses colonialistas has sido un obstáculo para su desarrollo. Hasta 1896, el país fue un reinado independiente con una larga historia y riqueza cultural. Le hizo frente a los poderes coloniales durante largo tiempo. Finalmente, el país después de la Conferencia de Berlín de 1896 fue ocupada por la fuerza militar de la armada francesa y declarada como un protectorado. También después de su independencia en 1960, el país siguió expuesto a los intereses de los consorcios occidentales.

Madagascar cuenta con grandes yacimientos de materias primas y con una abundante flora y fauna. Ésto ha despertado la codicia desmesurada de las ricas naciones industrializadas. (Foto Reuters)

Hasta el cambio de gobierno, Madagascar era considerado como «modelo» de país en desarrollo de occidente: las instituciones claves para el trabajo multilateral eran el Banco Mundial, PNUD, la UE y USAID. Las organizaciones elaboraron conjuntamente con el gobierno el *Madagascar Action Plan* (MAP) 2007–2012. «Inversores» del extranjero fueron atraídos. En qué medida «proyectos» como el de *Daewoo Logistics* estaban incluídos, no es sabido.

Desarrollo a costa de los pequeños campesinos

Contratos similares como entre el consorcio *Daewoo-Logistics* y el gobierno de Madagascar, se cerraron también con otros gobiernos. Según un estudio de la organización no gubernamental *Grain* (*www.grain.org/landgrab*), cada vez más estados tratan de asegurarse el abastecimiento de productos alimentarios y combustible o nuevos proyectos de inversión, a través de la compra de tierras laborables o contratos de arrendamiento a largo plazo. Ésto fue provocado por la explosión de precios de los productos alimentarios y el combustible en 2008.

Este proceso es a costa de una política agraria global eficiente, como la formulada en el informe IAASTD. En vez de fomentar a los pequeños campesinos, se los expulsa de sus tierras y éstas se entregan a los consorcios de explotación industrial. Los conocimientos sobre la región, las plantas típicas, los métodos de cultivo, toda una cultura del campesinado se destruye. Así en Paquistán se fijaron 2,7 millones de hectáreas que se prestan para una explotación industrial. Si los planes del gobierno se realizan, hay que contar con la expulsión de 25 000 localidades (ver *Klaus Pedersen,* «Junge Welt» del 28 de abril).

Robo de tierras por todo el mundo

El *Middle East Foodstuff Consortium*, una agrupación de 14 inversores sauditos dirigida por el *Bin Laden Group*, recibió el encargo del gobierno saudito de solucionar a largo plazo el problema nacional de abastecimiento, a través de la explotación de tierras en el extranjero. *Morgan Stanley* compró hace poco 40 000 hectáreas en Ucrania. *Hyundai Heavy Industries* arrendó 50 000 hectáreas al este de Rusia. Enormes extensiones se vendieron o arrendaron en Indonesia, Sudán, Myanmar, Laos, Simbabwe y Paquistán. La mayoría de las veces se cierran contratos bilaterales entre los gobiernos, se anulan limitaciones existentes para la exportación de productos alimentarios, se acuerda una posterior toma de posesión del negocio por empresas privadas y se asegura un largo plazo de duración de los contratos. El hecho de que esas negociaciones se realicen con gobiernos corruptos, es más bien la regla que la excepción.

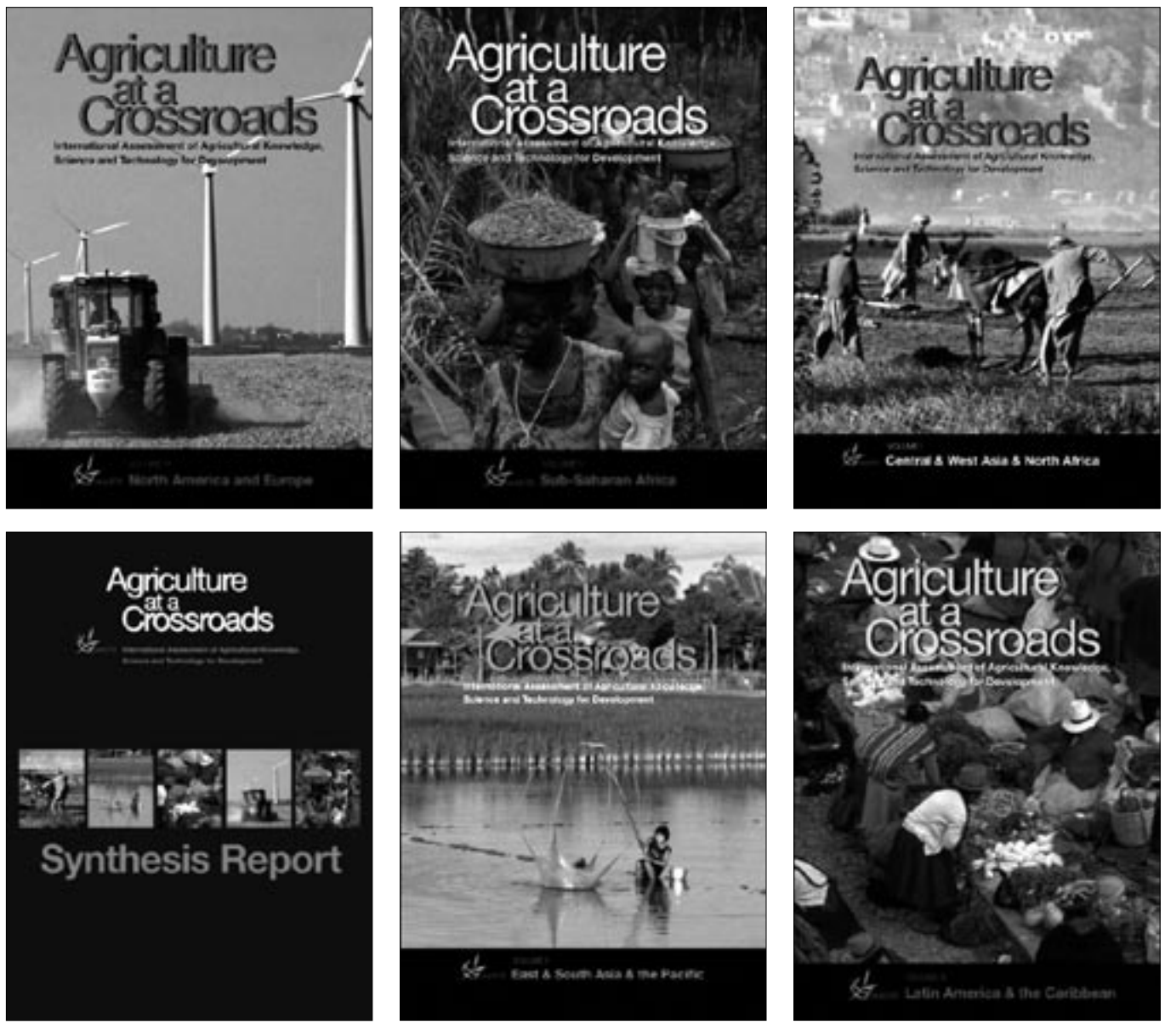
Lo absurdo de ese proceso lo muestra un pequeño ejemplo. En 2007, Sudán recibió como ayuda de EE.UU, 283 000 toneladas de mijo para la región de Darfur. Al mismo tiempo, el país exportó la misma cantidad de cereal, en 2008 incluso exportó el doble. Esa exportación provenía sobre todo de las tierras arrendadas por Saudi-Arabia en Sudán (más de 10 000 hectáreas) y por los Emiratos Árabes Unidos (378 000 hectáreas), ver «Süddeutsche Zeitung» del 1 de abril.

Aplicación del informe – IAASTD

Los países en desarrollo serían capaces de autoabastecerse sin problemas y además podrían proveer a las naciones industriales con productos alimentarios sin dificultad. El Congo por sí solo, podría abastecer a toda Europa (ver ejemplo Congo *Horizons et débats* No. 27 del 7.7.08). Con las ganancias del comercio con productos alimentarios y materias primas esos países podrían desarrollarse independientemente y contribuir al desarrollo del comercio internacional.

El informe IAASTD por encargo de la ONU – una investigación a nivel internacional realizada por el *Consejo agrario mundial* formado por 400 expertos en agricultura – llegó a la conclusión que una solución durable del hambre en el mundo, que considere tanto el problema del clima como la destrucción del medio ambiente, sólo puede lograrse por medio de una agricultura regional y multifuncional (ver *Horizons et débats* No. 44 del 3.11.2008 y No. 17 del 4 de mai).

Un desarrollo eficiente puede tener lugar sólo con una reciprocidad entre los países ricos y los pobres. Todos los seres humanos en los distintos países de la tierra tienen el mismo derecho a una justa participación en el bienestar. •



«Agriculture at a Crossroads. The Global Report.» IAASTD, Islandpress, ISBN 978-1-5972393

Activités du «Groupe de travail Histoire vécue» (GTHV)

par Hans-Georg Bandi, historien

Depuis sa fondation en octobre 1998, le «Groupe de travail Histoire vécue» (GTHV) a rassemblé dans diverses publications relatives au rapport de la Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale (CIE), appelée également Commission Bergier, tout ce qu'il convenait de conserver par écrit des déclarations de témoins de l'époque.

Le nombre des membres actifs du Comité n'a cessé de se réduire en raison de l'âge, de la maladie ou de la mort. Lors de l'assemblée générale du 26 mai 2008, le moment était venu de proposer la dissolution du GTHV, laquelle a été approuvée par l'assemblée. A cette occasion, nous rappelons ci-dessous les activités que nous avons menées durant les 10 dernières années.

Il n'est pas étonnant que l'initiative de créer le GTHV ait été prise par d'anciens officiers de l'armée de l'air et des troupes de DCA, seule arme à avoir combattu lors de la Seconde Guerre mondiale, abattant ou forçant à atterrir une douzaine de bombardiers allemands. Ces actions manifestèrent de manière impressionnante la ferme volonté de défense de la Suisse. L'esprit combatif qui animait alors non seulement l'armée de l'air mais la quasi-totalité de la population s'est retrouvé dans la motivation du GTHV. Ce patriotisme et la conviction de devoir remplir une mission nationale ont grandement contribué au succès de notre action.

Nous avons beaucoup profité de la collaboration d'anciens ambassadeurs et de hauts fonctionnaires du *Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE)* qui, grâce à leurs vastes connaissances en matière politique et juridique, ont contribué à la qualité et à la crédibilité de nos travaux. Il en va de même d'anciens officiers de carrière supérieurs, de professeurs de différentes disciplines et de personnalités de l'économie et de l'industrie. C'est ainsi qu'à l'initiative de ce «groupe de pression» réuni en 1997, le GTHV put être fondé en 1998, les initiateurs en constituant le Comité. Par la suite, le Groupe compta près de 500 hommes et femmes partageant les mêmes convictions. Grâce à d'autres sympathisants et sponsors, le GTHV, en se fondant sur les déclarations de témoins de l'époque, fut en mesure, face à la faiblesse de réaction du gouvernement et à l'inquiétude de l'opinion publique, de rectifier les distorsions, les contrevérités et les insinuations contenues dans les rapports de la CIE. Nous avons également pu réagir contre l'affirmation souvent entendue selon laquelle «on avait honte d'être suisse».

Nous sommes reconnaissants à *Elisabeth Bürki-Flury,* la seule femme qui fut disposée non seulement à participer très activement aux travaux du Comité mais nous a permis d'utiliser toute l'infrastructure de son bureau d'architecture. Sans ces locaux et les deux secrétaires qu'elle a mises à notre disposition, tout d'abord *Esther Blanc* puis *Heidy Moser,* nous n'aurions pas pu venir à bout des tâches administratives.

Le succès des travaux du GTHV est dû en outre à l'esprit de camaraderie qui a régné parmi les membres du Comité. Le Groupe a constamment entretenu des rapports merveilleux et réactivé non seulement des anciennes connaissances ou amitiés dans le pays tout entier mais créé de nouvelles amitiés – chose rare à un âge avancé – qui ont enrichi notre vie.

Il faut que la génération actuelle assume ses responsabilités politiques

Le 13 octobre 2001, le *Times* titrait: «Swiss Holocaust cash revealed to be myth», information dont l'opinion mondiale n'a guère tenu compte tellement sont tenaces les reproches incroyables et hypocrites formulés par une campagne médiatique sans précédent contre la Suisse. On sait également aujourd'hui quelles personnes se sont enrichies avec les millions extorqués aux banques suisses. Il n'y avait guère de victimes de la Shoah parmi elles.

Peu nombreux furent ceux qui, à l'époque, ont contré les attaques avec détermination, comme l'a fait le *Groupe de travail Histoire vécue.* Aujourd'hui, cette association met fin à ses activités par la déclaration ci-dessous. Une génération qui a défendu la Suisse avec engagement tout d'abord dans les privations, à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, plus tard dans des fonctions politiques et civiles et encore une fois à un âge avancé passe maintenant le relais à des plus jeunes. Elle s'est opposée avec vigueur, malgré des moyens modestes, aux attaques dirigées contre la Suisse au milieu des années 1990 à propos des «fonds en déshérence».

Il est juste de dire qu'il appartient à la jeune génération de continuer à exploiter les documents rassemblés par le GTHV et d'analyser les faits liés à cet événement. Il y a là, pour les jeunes historiens, un vaste champ de recherches car les questions posées concernent moins le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale – celui-ci avait déjà été étudié minutieusement par des recherches internationales qui avaient délivré à la Suisse un certificat très positif – que des questions actuelles. Et, à cet égard, il faut que la jeune génération, dans l'intérêt des citoyens, assume ses responsabilités et s'investisse en faveur de la sauvegarde du «chef-d'œuvre politique» qu'est la Suisse.

Erika Vögeli

Travaux et publications

Dès le départ, nous avons considéré que notre tâche principale était d'analyser les rapports de la *Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale (CIE)* mise sur pied de manière précipitée par le Conseil fédéral et le Parlement et de les rectifier là où c'était nécessaire. La Commission était composée du président et de 8 membres: 4 Suisses et 4 étrangers. En ce qui concerne les Suisses, à une exception près – et la personne a bientôt démissionné parce qu'elle se sentait isolée – il ne s'agissait pas de témoins de l'époque et aucun des étrangers n'avait vécu les années de guerre en Suisse. Le Conseil fédéral n'a même pas répondu à notre demande de combler ce manque en créant un conseil composé de témoins de l'époque. Aussi avons-nous constitué notre Comité. Bien que nous ayons traité également d'autres sujets, nos nombreuses prises de position et interventions ont concerné avant tout les *Rapports Bergier.* Nous ne mentionnerons ici que nos trois publications élaborées en commun qui ont été partiellement traduites en français, en italien et en anglais:

- «Erpresste Schweiz», Th. Gut Verlag, Stäfa, 2002 / «La Suisse face au chantage», Editions Cabédita, Yens sur Morges, 2002.
- «Wir ziehen Bilanz», Th. Gut Verlag, 2005 / «La Suisse au pilori?» Editions Cabédita, 2006 / «La Svizzera alla berlina?», Pedrazzini Tipografia SA, Locarno, 2006.
- Herbert R. Reginbogin, «Der Vergleich – Die Politik der Schweiz zur Zeit des Zweiten Weltkriegs im internationalen Umfeld», Th. Gut Verlag, 2006 / «Guerre et neutralité – Les neutres face à Hitler», Editions Cabédita, 2008 / «Faces of Neutrality – A Comparative Analysis of the Neutrality of Switzerland and other Neutral Nations during WW II», LIT Verlag, Münster, Allemagne, 2009.

Soutien

Nous avons obtenu non seulement un soutien d'intervenants qui ont abordé les thèmes suivants lors de nos assemblées générales, toujours très fréquentées, et à d'autres occasions. Nous avons également profité des commentaires de nos membres lors de la présentation de nos livres.

- 11 mai 2000: «Les pharisiens ou la dys-intelligentsia suisse» par *Jean-Christian Lambelet,* professeur, directeur de l'Institut CREA de macroéconomie appliquée de l'Université de Lausanne, auteur de l'ouvrage «Le mobbing d'un petit pays», Lausanne 1999, et de nombreux autres ouvrages sur le sujet.
- 8 mai 2001: «Schweiz – Zweiter Weltkrieg als Herausforderung für die schweizerische Aussenpolitik – Erfahrungen und Lehren», par le ministre *Lukas Beglinger.*
- 8 juin 2001: «Switzerland and the New Style of American Foreign Policy», par *Angelo M. Codevilla,* professeur de relations internationales à l'Université de Boston, auteur du livre «La Suisse: la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine, Genève, Slatkine, 2001.
- 12 mars 2002: Présentation de notre livre «Erpresste Schweiz – Zur Auseinandersetzung um die Haltung der Schweiz im Zweiten Weltkrieg und um die Berichte der Bergier-Kommission», Stäfa, 2002.
- 22 mai 2002: «Les travaux de la Commission Bergier; des lacunes nombreuses et importantes», par *Marc-André Charguérod,* auteur du livre «La Suisse présumée coupable», Lausanne, 2001.
- 28 janvier 2003: «Alte Schatten – neue Schatten, Zeitzeuge in den USA 1995–1997» par l'ex-ambassadeur *Carlo S.F. Jagmetti*, auteur de l'ouvrage portant le même titre, Zurich, 2002.
- 13 mai 2003: «Der dritte Weltkrieg gegen die Schweiz, 1995–2003 Offensiven und Gegenoffensiven», par *Jean-Jacques Langendorf*, auteur de l'ouvrage «La Suisse dans les tempêtes du XXe siècle», Chêne-Bourg/Genève, 2001.
- 5 mai 2004: «Les conditions de la survie: genèse d'une réponse au rapport Bergier», par *Jean-Philippe Chenaux,* collaborateur du *Centre patronal* et journaliste RP, Lausanne, éditeur et co-auteur de l'ouvrage «Les conditions de la survie», Lausanne, 2002.
- 10 mai 2005: «Die neutrale Schweiz – Alarmzentrale des Holocaust», par *Paul Stauffer*, ex-ambassadeur, auteur de «Juden, Polen, Schweizer», Zürich, 2004.
- 5 décembre 2005: Présentation de l'ouvrage rédigé par le GTHV «Wir ziehen Bilanz – Zur Haltung der Schweiz im Zweiten Weltkrieg», Stäfa, 2005.
- 10 mai 2006: «Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR): origine et actualité», par l'ancien commandant de corps *Jean Abt.*
- 4 décembre 2006: Présentation de l'ouvrage publié par le GTHV «Der Vergleich – Die Politik der Schweiz zur Zeit des Zweiten Weltkriegs im internationalen Umfeld», par *Herbert R. Reginbogin,* professeur, Stäfa, 2006.
- 9 mai 2007: «Widerstand: Schweiz 1933–1945», par *Jürg Stüssi-Lauterburg*, historien et directeur de la Bibliothèque militaire fédérale.
- 26 mai 2008: «Patriotismus heute», par *Hanspeter Born*, journaliste à la *Weltwoche.*
- 16 octobre 2008: Présentation de la traduction française du livre «Der Vergleich» de Herbert R. Reginbogin sous le titre «Guerre et neutralité – Les neutres face à Hitler», Yens-sur-Morges, 2008.

La tactique de nos adversaires

Nous avons été scandalisés de voir comment, en Suisse, on cherchait à discréditer des adversaires dont les opinions ne nous plaisent pas. On a systématiquement occulté des faits en propageant des demi-vérités déconcertantes, des suspicions et des accusations d'extrémisme politique. On nous a également accusés de droitisme, de racisme, plus précisément d'antisémitisme, on nous a reproché notre âge, à nous témoins de l'époque, on a parlé d'un Comité de retraités. Au lieu d'engager le débat objectif que nous souhaitions, on a parfois attaqué personnellement certains membres du Comité. En outre, des journalistes, se copiant les uns les autres sans esprit critique, ont propagé des insinuations de manière irresponsable. Il a souvent été très difficile, voire impossible de remettre à leur place les médias ou de leur rappeler leurs responsabilités. Notre expérience nous a montré que, d'une manière générale, l'attitude et l'influence négative d'une grande partie des médias, par exemple leur tendance marquée à dramatiser les choses, et l'impuissance des politiques face à eux étaient extrêmement inquiétantes. Et à ce sujet, mentionnons l'approbation de certaines personnalités, exprimée à la dérobée: «Je comprends votre action, mais n'oubliez pas les milliards d'investissements suisses aux Etats-Unis.»

Accordons plus d'importance à l'histoire orale

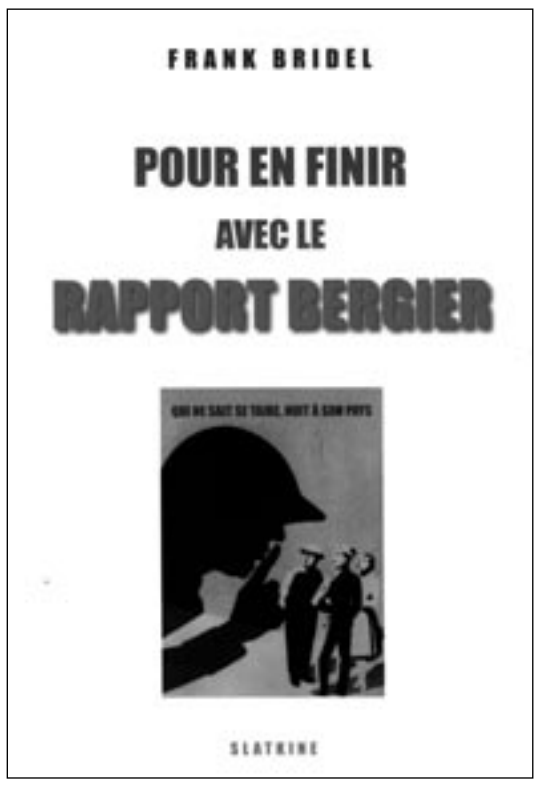
L'étude attentive des archives du GTHV confirme une idée qui sous-tend tout notre travail: la grande valeur des dires des témoins de l'époque, de l'«histoire orale». Toutes les expériences vécues dont se nourrit la tradition orale et qui aident à réveiller la conscience historique, laquelle s'estompe de plus en plus même dans les écoles, et à compléter la mémoire collective. Après cet oubli de l'histoire orale fréquent en Suisse jusqu'ici, nous attendons des historiens qu'ils accordent plus d'importance aux témoignages dans les mises au point et les débats futurs.

Des membres engagés et généreux

Nos membres, qui appartiennent pour la plupart à la génération de la guerre et de l'après-guerre et qui sont issus de toutes les régions linguistiques, de toutes les couches sociales et exercent des professions variées, nous ont soutenus très généreusement pendant toutes ces années. Cela nous a permis de financer nos activités et la publication de trois livres et de leur traduction en français et partiellement en italien et en anglais. L'engagement bénévole de nos membres dans un esprit de milice efficace et le travail toujours bénévole des membres du Comité ont donné à nos activités un poids tout particulier. Il importe d'en être conscient quand on sait que la Commission Bergier a coûté 23 millions à la Confédération, sans compter des honoraires et dédommagements dont il est attesté que certains s'élevaient à 500 000 francs. Grâce à l'argent des contribuables qu'elle a généreusement dépensé, la CIE a pu rétribuer des collaborateurs et des assistants aux compétences diverses. Ce sont les auteurs de la plupart des textes du Rapport Bergier. Mais ce «travail sur le passé» présente malheureusement les caractéristiques de l'historiographie officielle des Etats totalitaires.

Nous sommes persuadés que nos membres conserveront l'esprit d'ouverture qu'ils ont

Suite page 7



ISBN 978-2-8321-0337-1

Frank Bridel, ancien rédacteur en chef de la Gazette de Lausanne, vient de publier aux Editions Slatkine un nouvel ouvrage représentant une analyse et une synthèse facile d'accès de la dixaine d'études de spécialistes indépendants qui ont publié un nombre impressionnant de critiques du «Rapport Bergier».

Les paysages en terrasses du Piémont et de Suisse

par Raimund Rodewald, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, Berne

Le sol est notre fondement vital commun. Le sol est aussi la nourriture de notre âme. Sa destruction signifie la raréfaction d'une importante ressource vitale et est une atteinte à notre bien-être psychique et mental. Par contre, un joli paysage charmant marque notre existence plus fortement que ne le font certaines choses matérielles du quotidien dites indispensables.

L'exposition «Les paysages en terrasses du Piémont et de Suisse» met au centre la richesse de l'expérience sensuelle du paysage culturel vraisemblablement le plus impressionnant qui ait été modelé par l'homme: le paysage en terrasses. On peut le comparer – sans exagérer – aux œuvres d'art de *Vincent van Gogh*.

Nous connaissons ces terrasses sous la forme de terrasses agricoles sur les versants des Andes, de terrasses où on cultive le sorgho dans le Nord du Yémen, mais surtout des vertes rizières en terrasses des Philippines, de Chine, de Bali ou du Cachemire. Les versants en terrasses des montagnes suisses et du Piémont pétillent d'un parfum d'exotisme venant de pays étrangers et de cultures ancestrales.

Laissez-vous enchanter par les beautés des paysages en terrasses en Suisse et au Piémont! Aidez à ce qu'aujourd'hui des témoignages très menacés appartenant à l'histoire du paysage européen soient préservés!

Visperterminen/VS (photo mad)

La beauté d'une technique culturelle parfaite

Celui qui se promène dans les prairies en terrasses de la basse Engadine ou dans les terrasses viticoles étagées du Lavaux, du Valais et de l'Alta Langa éprouve une exaltation des sens à travers ces paysages. On perçoit l'effet d'un labyrinthe étiré vers le haut et le jeu riche en contrastes d'ombre et de lumière particulièrement marqué lorsque le soleil est bas ou le sol recouvert de neige.

Pas un mur ne ressemble à l'autre, tantôt haut de plusieurs mètres, tantôt petit et en lutte permanente contre la pression de la pente ou des racines envahissantes. Le terrassement répond à chaque petit méandre topographique, à chaque modification de la pente naturelle: si la pente est plus raide, les murs sont automatiquement plus hauts, si elle s'aplatit, la terrasse s'élargit et les murs sont plus bas. Chaque morceau de terrain en terrasses a un accès soit par une rampe soit par un petit escalier en pierres. Les conduites d'eau ouvertes, toutes sortes de constructions et de petits refuges témoignent de la conception réfléchie de l'exploitation de terrain en pente.

La technique du terrassement peut être désignée comme solution parfaite dans le sens de sa durabilité. Elle unit les besoins économiques (les pentes sont rendues cultivables) aux besoins écologiques (les marches servant de bordure et les murs en pierres sèches présentent des espaces vitaux précieux) et aux exigences sociales (amélioration des conditions de travail des paysans).

Le pain, les jeux et les paysages

Le nombre des individus travaillant dans l'agriculture diminue de plus en plus. En Suisse, à peine 4% de la population sont actifs dans ce secteur, en Italie, le taux s'élève encore à 7%. Cela signifie que notre vie se caractérise de plus en plus par une société de «hors-sol», qui se détache du sol en tant que fondement vital.

Le terrain cultivable perd à l'époque des marchés globaux, de la haute mobilité, de l'urbanisation et de l'indépendance croissante d'un espace concret (également grâce au téléphone portable et à l'Internet) sa signification d'origine en tant que ressource vitale.

Les conséquences: Les paysages cultivés et entretenus pendant des siècles par les hommes tombent dans l'oubli et disparaissent sous le béton et l'asphalte ou cèdent la place à la monotonie de paysages agricoles industriels dégarnis ou à des terrains de golf.

D'un autre côté, l'aspiration croissante à une identité et une identification, à une sortie de l'anonymat des agglomérations, une nature intacte et des paysages de repos grandit dans la population.

C'est ici que reposent les grandes chances d'avenir des paysages en terrasses.

Outre le pain et le jeu, l'être humain a besoin aussi de paysages dignes d'éloge et authentiques dans lesquels il peut se sentir bien comme dans sa propre peau. Des paysages culturels intacts comme ceux en terrasses, constituent une source importante pour la qualité de notre vie. C'est pourquoi, nous profitons tous de la préservation de cette œuvre immense de nos ancêtres.

Vignes, champs, prairies et châtaignes

Le travail corporel du terrassement était très astreignant. Même avec les moyens actuels, il nous semble presque impossible d'aménager en terrasses une pente buissonnée, impénétrable et menacée par l'érosion!

Dans les territoires secs des Alpes intérieures, les corridors superposés successivement sont en partie d'origine préhistoriques

Suite page 8

«Activités du ‹Groupe de travail …›»
suite de la page 6

manifesté jusqu'à la dissolution du GTHV et qu'ils s'intéresseront à la situation de la Confédération et à ses problèmes. Nous prévoyons déjà une rencontre informelle des Anciens au cours de laquelle seront discutés des problèmes actuels nous tenant particulièrement à cœur et qui nous permettra de ranimer d'anciennes amitiés. La voix de l'«histoire vécue» ne doit pas disparaître.

«Groupe d'intérêts Suisse–Seconde Guerre mondiale»

A l'initiative du GTHV, une association intitulée *Groupe d'intérêts Suisse–Seconde Guerre mondiale* a été créée en 2000. Elle rassemble un nombre important d'organisations qui ont toutes pour objectif de donner une image objective de la Suisse. Ce groupe d'intérêts avec lequel nous avons entretenu une collaboration positive a tout d'abord été présidé par *Sigmund Widmer* et son successeur est le conseiller national *Luzi Stamm*.

On souhaite vivement de nouvelles recherches

Puisque le Conseil fédéral, dont c'est à vrai dire le devoir, et les parlementaires impliqués ont malheureusement renoncé, pour des raisons politiques, à se prononcer sur le Rapport Bergier et que le débat, en particulier le débat public, sur les sujets controversés a été maigre et décevant, il reste à espérer que, plus tard, de jeunes historiens aborderont à nouveau ces questions. Nous pensons notamment à des sujets comme les réfugiés ou le tampon «J» apposé sur les passeports des Juifs (cf. archives de feu *Max Keller* qui fut diplomate suisse à Berlin dans les années d'après-guerre et eut accès à des sources extrêmement intéressantes).

Mais il y a d'autres sujets comme l'attitude agressive de journalistes et de politiques américains à l'égard de la Suisse ou la solidarité et la collaboration entre le Congrès juif mondial, d'autres organisations juives et Israël. Ou encore le soutien apporté par le gouvernement Clinton au chantage exercé sur la Suisse. Il serait également intéressant d'étudier la composition de la Commission Bergier et ses tensions et différends internes et leurs effets sur ses travaux. Finalement, il vaudrait la peine d'étudier l'influence des intérêts économiques suisses (investissements de plusieurs milliards de francs aux Etats-Unis). Cependant le titre d'une future recherche devrait être formulé plus précisément. Ce qu'il faudrait analyser, ce n'est pas «la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale» mais «le Conseil fédéral et l'économie suisse». Comme le montre le Rapport Bergier, il est impossible de juger la Suisse ou le peuple suisse dans leur ensemble. Il vaudrait aussi la peine d'étudier objectivement le comportement des banques qui ont dû mener essentiellement seules les négociations avec ceux qui critiquaient l'attitude de la Suisse avant, pendant et après la guerre.

Et, last but not least, le Conseil fédéral et le Parlement devraient être vivement intéressés par une analyse approfondie des points faibles de leur stratégie afin d'être armés en vue de futures crises de même nature. Nous pensons par exemple à la politique d'information et à la collaboration entre la politique et l'économie.

A l'intention des historiens intéressés par de futures recherches, le GTHV a déposé ses archives auprès de la *Bibliothèque am Guisanplatz* (ancienne *Bibliothèque militaire fédérale*). Ces archives contiennent, outre la correspondance avec nos interlocuteurs indigènes et étrangers et toutes nos publications, une collection d'articles de presse suisses et américains.

A propos des membres de notre Comité

Lors de sa fondation en octobre 1998, le Comité du GTHV se composait de 14 membres:

Herbert von Arx, ancien ambassadeur; *Hans-Georg Bandi*, historien, professeur émérite, docteur honoris causa; *Hans Rudolf Böckli*, journaliste accrédité au Palais fédéral; *Kurt Bolliger*, commandant de corps, ancien chef des troupes aériennes puis président de la Croix-Rouge suisse; *Elisabeth Bürki-Flury*, architecte; *Hermann Fuhrer*, ancien député au Grand conseil bernois; *Maurice Jaccard*, avocat, ancien ministre du DFAE; *Ernst F. Lüscher*, professeur, biochimiste, docteur honoris causa; *Virgilio Massarotti*, ancien commandant de corps; *Arthur Moll*, commandant des troupes aériennes; *Friedrich Moser*, docteur en droit, avocat, ancien ambassadeur; *Raymond Probst*, docteur en droit, ancien secrétaire d'Etat; *Markus Redli*, ancien directeur de l'administration fédérale des finances puis PDG des PTT.

Au cours de nos 10 années d'activités, 12 personnes nous ont rejoints:

Bernard Dubois (déc. 98), docteur en droit, avocat, ancien chef de section à la Direction du droit international public (DFEA); *Rudolf Stettler* (déc. 98), avocat, ancien ministre du DFAE; *Walter Hautle* (mars 99), docteur en sciences économiques; *Martin Burckhardt* (sept. 99), ancien conseiller national bâlois; *Marcel Heimo* (jan. 00), docteur en sciences économiques, ancien ambassadeur; *Sigmund Widmer* (fév. 00), ancien maire de Zurich; *Georg Gyssler* (nov. 01), ingénieur EPF, ancien administrateur de la BBC Corp., USA; *Pierre Languetin* (fév. 03), docteur honoris causa, ancien président du directoire de la BNS; *Marc Jaccard* (fév. 05), docteur en droit; *Jean-Christian Lambelet* (oct. 05) professeur honoraire; *Heinz Lutz* (déc. 05), ancien membre de la direction du Crédit Suisse; *Aurelio Giovannacci* (déc. 05), licencié es lettres.

3 membres nous ont quittés au cours de ces 10 années pour des raisons d'âge ou de santé:

Friedrich Moser (nov. 01), *Markus Redli* (mai 05), *Arthur Moll* (mai 08).

9 autres sont décédés:

Herbert von Arx (sept. 99), *Raymond Probst* (mai 01), *Ernst Lüscher* (avril 02), *Maurice Jaccard* (sept. 02), *Sigmund Widmer* (sept. 03), *Hans Rudolf Böckli* (mai 05), *Hermann Fuhrer* (août 05), *Martin Burckhardt* (mars 07), *Kurt Bolliger* (avril 08).

Au moment de la dissolution du GTHV, le Comité était composé de:

Hans-Georg Bandi, Elisabeth Bürki-Flury, Bernard Dubois, Aurelio Giovannacci, Georg Gyssler, Walter Hautle, Marcel Heimo, Marc Jaccard, Jean-Christian Lambelet, Heinz Langenbacher, Pierre Languetin, Heinz Lutz, Vigilio Massarotti, Rudolf Stettler

Pésidents:

Heinz Langenbacher (1998)

Herbert von Arx (jan. – sept. 99)

Vice-présidents:

H.-G.Bandi, Elisabeth Bürki-Flury (oct. 99–déc. 05)

Marc Jaccard, Rudolf Stettler (jan. 06 – déc. 08)

Le Comité était constitué en majorité d'Alémaniques mais la Suisse romande et la Suisse italienne ont constamment été représentées. Cela vaut également pour nos membres et nos sympathisants dont le nombre était encore, à la fin, de 424. Le nombre croissant des décès nous obligeait constamment à prendre congé.

Conclusion

Durant nos 10 années d'activités, nous avons sans aucun doute apporté une contribution aussi nécessaire qu'instructive à l'évaluation des Rapports publiés par la CIE et financés si généreusement avec l'argent des contribuables. Il ne fallait pas que cette montagne de papier de plus de 12 000 pages, qui sont certainement lues par un petit nombre de personnes seulement et avant tout par celles qui sont hostiles à la Suisse, demeurent dans les bibliothèques suisses et étrangères sans avoir été contestées. Et cela d'autant plus que d'autres publications d'auteurs suisses et étrangers, tel *Jean Ziegler,* très négatives à l'égard de la Suisse, ont fait sensation surtout en France et aux Etats-Unis. A ce propos, je voudrais regretter ici que la campagne «Présence suisse» menée par la Confédération en vue d'améliorer l'image de notre pays à l'étranger ne se soit pas intéressée aux travaux du GTHV et ait répondu négativement à nos demandes de soutien. Bien qu'aujourd'hui l'intérêt pour les Rapports Bergier ait considérablement diminué, nous espérons, je le répète, que des historiens saisiront plus tard l'occasion d'approfondir la question. Il faudra mettre à leur disposition nos publications qui montrent que le vieux principe romain «audiatur et altera pars» (l'autre partie doit être entendue) est toujours valable. C'est aussi pour cette raison que le site Internet du GTHV *www.gelebte-geschichte.ch* est provisoirement maintenu.

Le Comité remercie les membres du GTHV, ses sponsors et ses sympathisants de leur confiance et de leur aide et rentre dans le rang, convaincu d'avoir rempli un devoir national. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Les paysages en terrasses ...»
suite de la page 7

(1500 av. J.-C.) ce dont témoignent les terrasses agricoles datant de l'âge du Bronze de Ramosch en basse Engadine. Le terrassement a souvent résulté dans la région des Alpes du fait que la terre se déplaça vers le bas par l'exploitation permanente, ce qui a conduit à des entailles dans le terrain et des lisières en gradins.

Pour éviter que la terre continue de glisser mais aussi pour faciliter l'irrigation et le drainage, les gradins du terrains ont été stabilisés par des murs et des plantations de buissons. La terre manquante a été transportée avec des mulets ou à dos d'homme.

L'ancienne technique de rajeunissement de la vigne qui conduisait à des fossés ondulés, bordés de talus élevés qui devaient être renouvelés tous les quatre ou cinq ans, est impressionnante. On voit aujourd'hui encore des témoignages de cette ancienne modulation de terrasses dans le vignoble le plus élevé d'Europe, à Visperterminen dans le Valais.

La beauté d'une technique culturelle parfaite

La structure en terrasses peut aussi être attribuée aux différentes manières de travailler le sol. En Haut-Valais, où l'on a longtemps utilisé la houe, les terrasses sont moins distinctes les unes des autres que dans les Grisons, où l'usage de la charrue a laissé des terrasses plus marquées et parallèles à la ligne de pente.

Dans les Alpes, les terrasses commencent juste au-dessus du niveau de la plaine avec des cultures des climats secs et chauds (par exemple pour la viticulture) et s'élèvent jusqu'à 1700 mètres d'altitude (pour les terrasses agricoles). A l'origine, on a cultivé sur les terrasses presque exclusivement des céréales (avant tout le seigle et l'orge) plus tard en rotation des cultures, des pommes de terre: «C'était dur de moissonner. Il fallait toujours travailler courbé avec la faucille. On faisait cela souvent le matin, car l'après-midi le soleil nous aurait rôtis». (*Viktoria Lehner-Rieder*, une paysanne âgée de la vallée du Lötschental, Valais).

Au Sud des Alpes, la culture du chanvre et du lin ainsi que les châtaigneraies étaient répandues sur les terrasses.

Sur la Riviera Ligure, les terrasses, larges de seulement 3 à 5 mètres, servaient au Moyen-âge principalement à la viticulture, à la culture de figuiers, de légumes et d'agrumes; les arbres fruitiers ont souvent été combinés avec des cultures annuelles («terra aggregata»).

A moyenne altitude jusqu'à environ 700 mètres se répandaient les oliveraies, qui se sont imposée avant tout à partir du XVIe siècle et qui souvent avoisinaient les châtaigneraies. Le terrain en gradins s'étirait encore jusqu'à plus de 1000 m de hauteur où l'on cultivait autrefois le seigle et récoltait le foin.

Au plus tard, depuis le XVIe siècle, la Côte d'Azur (Grasse) était connue comme le centre important de la production de plantes aromatiques (lavande) qui étaient aussi plantées sur des terrasses.

Ramosch/GR (photo mad)

La destruction du paysage

Le rayonnement d'un tableau, d'une sculpture ou d'un morceau de musique ne peut pas «s'expliquer» par les divers coups de pinceaux, par les divers modelages ou les diverses notes. Dans la valeur esthétique, l'ensemble est beaucoup plus que la somme des divers éléments. D'un autre côté, déjà une petite défaillance peut troubler tout l'ensemble. Il en va de même de la valeur d'un paysage. Une nouvelle route, un poteau électrique ou un mur bétonné peuvent troubler l'impression générale d'une image paysagére intacte de façon souvent décisive.

Destruction par intensification ou par abandon de l'exploitation

Les paysages historiques en terrasses comptent aujourd'hui parmi les formes de paysages les plus menacés d'Europe. Leur déclin est dû à deux évolutions contradictoires: l'intensification et l'abandon de l'exploitation.

Dans le cadre d'améliorations foncières, les parcelles ont été agrandies et les pentes uniformisées. Des haies, des blocs erratiques, des proéminences et des fossés naturels ont souvent été sacrifiés au schématisme du géomètre. Des murs ont été bétonnés et des ruisseaux mis sous canalisation pour construire des routes en faveur de l'exploitation mécanisée.

L'autre voie du destin conduit au déclin: On cesse d'abord les cultures et l'on exploite les terrasses en les pâturant ou en les irriguant et fauchant - et puis - comme dans de nombreuses régions du Tessin, du Valais ou du Nord de l'Italie – dans les champs terrassés jadis arrachés à la nature avec beaucoup de peine, la forêt reprend ses droits. Les murs en pierres naturelles s'effondrent lentement. Là où l'on a reconnu le rôle des murs pour retenir l'érosion et la chute de pierres, ils sont remplacés par des murs en éléments de béton sans valeur esthétique. Finalement, le savoir-faire des maçons pour reconstruire les murs en pierres sèches fait défaut.

Destruction par de nouvelles constructions

La dispersion énorme de l'habitat de loisir dans les vallées alpines proches des côtes ainsi que la construction effrénée de serres a isolé et détruit de nombreux paysages en terrasses. La construction de nouvelles routes dans des secteurs aux pentes raides dévore des terrasses et exige d'imposants murs de soutènement, souvent construit comme murs cyclopéens détruisant ainsi l'image d'ensemble.

Inaperçue de la plupart de la population, l'œuvre de destruction se poursuit insidieusement et irréversiblement, une œuvre d'art unique et un bien culturel du paysage disparaissent.

Le paysage revalorisé

La valeur de paysages traditionnels proches de la nature a été reconnue ces dernières années. Dans toute l'Europe de plus en plus de projets visent à conserver les paysages traditionnels encore intacts et à revitaliser ceux qui ont été dégradés. Il faut citer la nouvelle *Convention européenne du Paysage du Conseil de l'Europe,* les *réserves de biosphère,* et *la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO* ainsi que de nombreux projets à l'échelle nationale, régionale et locale.

En Suisse la Confédération a créé en 1991 la *Fondation suisse pour la Protection et l'aménagement du paysage (FP)* qui soutient financièrement des projets en faveur de la sauvegarde et la revalorisation du paysage. Le sponsoring écologique par l'économie privée a aussi augmenté.

L'entretien du paysage est «à la mode»

Bon nombre de ces projets concernent les paysages en terrasses. Ainsi ont été crées à Tschlin, Ftan et Ramosch dans la basse Engadine des initiatives de partenariat avec les communes, les paysans et d'autres personnes intéressées.

D'autres projets sont en cours dans les vignobles traditionnels du Schenkenbergtal (AG), en Valais et dans le Vallemaggia (TI). La fondation Valle Bavona (TI) a entrepris avec les habitants de la vallée le débroussaillement et l'entretien des anciennes parcelles terrassées tout autour des hameaux pour la culture de céréales et la viticulture.

De nouvelles formes de l'obligation à l'entretien du paysage, des prés communautaires et du bénévolat sont discutées actuellement à beaucoup d'endroits, ainsi par exemple dans les *Cinque Terre.* Il n'est pas rare que des jeunes, des chômeurs des groupes de service civil ou des gens intéressés prennent part à des engagements d'entretien, en collaboration avec les propriétaires et les paysans sur place.

Le paysage devient ainsi pour eux un lieu d'identification.

Dans le travail concret se trouve donc aussi une réponse à notre recherche d'un travail sensé.

De nouvelles formes d'exploitation d'intérêt écologique sont nécessaires

Pour le maintien de ces paysages difficiles à exploiter, il est nécessaire de trouver de nouvelles formes d'exploitation avec la possibilité de commercialisation. Une mécanisation douce doit être développée. Pour les travaux extensifs d'entretien des murs, d'escaliers et de mise en exploitation viable, des solutions financières doivent être trouvées. Des projets concrets d'entretien de paysages permettent la production de produits écologiques comme des plantes médicinales, d'anciennes sortes de céréales, des pommes de terre, du vin et des châtaignes.

Par leur travail, les cultivateurs et les groupes d'entretien produisent un paysage culturel proche de la nature, plus intéressant du point de vue économique sous le signe du tourisme doux lié à la nature et à la culture actuellement en plein essor.

Aidez-nous à sauvegarder les paysages en terrasses!

Les paysages en terrasses, gravement menacés de nos jours, appartiennent aux grands chef-d'œuvres culturels des hommes, comparables aux œuvres d'art dans d'autres domaines comme par exemple *Verdi, Cézanne, Rodin* ou *Dante.*

Il s'agit d'un héritage collectif dont nous profitons tous, dont nous sommes aussi tous responsables.

Cependant, les connaissances par rapport à ces paysages sont encore restreintes. En outre il manque une vue d'ensemble détaillée des précieux paysages en terrasses encore intacts en Suisse et en Italie. Il est grand temps de réunir nos forces pour sauvegarder ce trésor resté inaperçu jusqu'à présent.

C'est pourquoi nous profitons de l'occasion de cette exposition pour lancer un appel à soutenir notre engagement pour la sauvegarde des paysages en terrasses. Faites-nous savoir, si vous êtes intéressés par un projet d'entretien. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Pour de plus amples informations concernant les lieux des expositions futures, vous pouvez vous adresser à:

Raimund Rodewald – directeur de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage Regions: tel. +41 31 312 20 01, fax +41 31 312 57 81, e-mail: *info@sl-fp.ch/www.al-fp.ch*

Ecomuseo die Terazzamenti e della Vite, Comune di Cortemilia, Corso L. Einaudi 1, I-12074 Cortemilia-CN Tel. +39017381027, Fax +39017381154, E-Mail: *ecomuseo@comunecortemilia.it*

Conception de l'exposition: *Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP) – Fondazione svizzera per la tutela del Paesaggio (FP), Ecomuseo dei Terrazzamenti e della Vite di Cortemilia*, en coopération avec le *Gruppo Fotigrafico Albese*

Patronage: Commune de Cortemilia, ETM pro Loco Cortemilia, ECOVAST European Councii for the Village ans Small Town, GALAlta langa – Progetto di Cooperazione transnazionale sui paesaggi terrazzati.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- ❑ **Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich